

Pologne : la classe ouvrière doit-elle rester calme, ou montrer sa force ?

P. 3 et 9

Lutte Ouvrière

**Parti
Communiste
Français :**

**la Direction
accepte d'être
critiquée...
à droite.**

P. 5

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 857 - 3 novembre 1984 - prix : 6 F

Indira Gandhi : un grand commis de l'impérialisme

Dans ce fichu monde, les hommes et y compris les femmes politiques sont seulement ou surtout célébrés après leur mort. Alors, on pleure unanimement leurs vertus. Tout le reste, les bassesses, les crimes, tout disparaît sous les monceaux de fleurs et dans les cendres. Pour ce qui est de la défunte Indira Gandhi, le monde politique de l'Est comme de l'Ouest, la grande presse bourgeoise de gauche comme de droite, le monde entier la célèbre.

Mais le peuple, et le peuple indien en premier lieu, n'a rien perdu avec la mort d'Indira Gandhi. Aucun peuple du monde, d'ailleurs, n'y a perdu quoi que ce soit.

Bien sûr, les assassins d'Indira Gandhi qui appartiennent à la communauté Sikh, sont tout aussi réactionnaires qu'elle-même ; non seulement ils représentent une idéologie religieuse réactionnaire, mais socialement, c'était quand même le peuple de l'Inde le plus favorisé.

Les Sikhs avaient reçu quelques avantages au temps de la domination coloniale anglaise, qui se faisait fort de favoriser les uns au détriment des autres, de diviser pour mieux régner et qui y réussissait. Les Sikhs avaient servi de mercenaires aux colons britanniques ; ils leur avaient fourni des troupes de répression et de maintien de l'ordre, ce qui permettait à l'époque à un lieutenant anglais de n'avoir besoin, pour diriger les répressions et les massacres les plus féroces, que d'une simple badine de commandement.

Après l'indépendance de 1947, aussi bien Nehru que Gandhi, aussi bien le père que la fille, ont gardé l'héritage colonial. Tous deux ont conservé aux Sikhs les mêmes tâches. C'est ce qui fait d'ailleurs qu'Indira Gandhi a pu être assassinée par les membres de sa garde personnelle, ce en quoi elle ressemble à beaucoup d'autres Grands de ce monde, qui, lorsqu'ils sont assassinés, le sont souvent par des membres de leur propre appareil d'Etat.

Il faut dire qu'Indira Gandhi l'avait cherché. Elle avait déployé à ses propres troupes de répression quand elle avait fait massacrer, d'un seul coup d'un seul, près d'un millier de membres de la communauté Sikh rassemblés dans le Temple d'Or d'Amritsar, haut lieu de leur culte. Et si c'est à cela que *l'Humanité* fait allusion en écrivant que cette femme était "frêle et grande", eh bien oui, elle réprimait en grand, c'est sûr !

Mais les capitales du monde entier la célèbrent pourtant. Elle menait une diplomatie nuancée, dit-on, qui tantôt la faisait se rapprocher de Washington, tantôt de Moscou. Quand les milieux politiques occidentaux la jugeaient trop amie de l'URSS, ils rappelaient dans leurs journaux comme elle n'hésitait pas, au lendemain même d'élections, à destituer

arbitrairement des chefs d'Etats indiens, comme le fut en août dernier le chef du gouvernement de l'Andhra-Pradesh. Parce que tel était son bon plaisir ! Sinon, les mêmes ne tarissaient pas d'éloges sur la prétendue grande démocratie indienne.

Mais Indira Gandhi gouvernait l'Inde de façon rien moins que démocratique.

L'Inde, ex-anglaise, fut un des premiers pays décolonisés, après la seconde guerre mondiale. Mais l'Inde était, et est restée, malgré ses accessoires démocratico-parlementaires, un des pays à la population la plus pauvre.

L'Inde, c'est encore le pays des Maharadjahs et autres Sultans qui détiennent encore d'immenses richesses s'ils n'ont plus le pouvoir politique.

L'Inde, c'est le pays où règne un apartheid encore plus subtil mais pas moins brutal qu'en Afrique du Sud. L'apartheid entre castes.

L'Inde, enfin, c'est surtout un pays de famine où l'on ramasse les morts au petit matin ; où on pousse les dormeurs du pied, dans la rue, pour voir s'ils sont vraiment endormis ou s'ils doivent faire partie de la charrette.

Mais peu importe ! Les Grands de ce monde ont fait leur affaire d'Indira Gandhi. Ils recouvrent sa dépouille de fleurs et de discours élogieux. Quelle qu'ait été sa façon de régner, elle maintenait dans l'ordre, avec finalement peu de révoltes ou vite réprimées, cet immense pays qui représente près de 15% des habitants de la planète.

Pour les Grands de ce monde, Indira Gandhi n'était pas tout à fait des leurs. Mais elle représentait l'ordre, l'ordre mondial : l'ordre impérialiste sur les trois quarts de la planète, et l'ordre de la dictature bureaucratique sur le quart restant.

Indira Gandhi permettait au marché capitaliste mondial d'exploiter même des parias qui n'avaient pourtant que la peau sur les os. Mais c'est vrai que le système est fonctionnel et qu'il a partout ses contremaîtres du nom de Gandhi. Elle, en tout cas, faisait très bien l'affaire.

Le quotidien *le Monde* lui en rend hommage ; elle pratiquait "une fort peu tolérante démocratie", écrit-il, mais "constituait en Asie un facteur de stabilité" ! Et le socialiste Claude Estier aussi, à l'occasion des cinq minutes de silence du parlement français, a évoqué "le danger de déstabilisation" créé par la disparition d'Indira Gandhi.

Les fleurs envoyées aujourd'hui sont donc un signe de remerciement. Mais un signe d'inquiétude aussi. Inquiétude si ce n'est angoisse des Grands devant la personnalité falote du fiston qui ne saura peut-être pas maintenir, aussi bien que sa mère, 700 millions de gens dans la servitude et la misère.

Les représentants de Mitterrand en Algérie : les assassins reviennent toujours sur les lieux de leurs crimes

Editorial P. 3

sommaire

Dans le monde

Page 6 :

- **Ethiopie** : la famine et ses responsables.
- **Tchad** : au sud du pays, arrestations et massacres.

Page 7 :

- **USA** : une démocratie par les riches et pour les riches.
- **Philippines** : crise politique sur fond de crise économique.

Page 8 :

- **Grande-Bretagne** :
 - Scargill terroriste ? Une campagne pour excuser Thatcher.
 - Scargill et sa politique.

Page 9 :

- **Pologne** : la classe ouvrière doit-elle rester calme ou montrer sa force ?
- **Inde** : la fin d'une sacrée vache.

Page 16 :

- **Scandale en RFA** : les gouvernants du fric.
- Du Flick nazi au Flick démocrate.

En France

Page 4 :

- En bref.

Page 5 :

- **Parti Communiste** : la direction accepte d'être critiquée... à droite.

Page 10 :

- **Chausson Gennevilliers** - la CGT recule aux élections professionnelles.
- **Alsthom Belfort** ; CEPEN Orléans.

Pages 11 :

- **Thomson Levallois** ; Rhône-Poulenc Vitry ; hôpital de Rambouillet ; UAP Paris.

Pages 12 :

- **SNCF** : serrage de vis contre militants ou grévistes.
- **Thomson Vélizy** ; cars André Gaubert Saint-Ouen.

Page 13 :

- **Licenciements et fermetures d'entreprises en Auvergne**.

Culture

Page 14 et 15 :

- **Livres** : *Le mur de la peste* d'André Brink ; *Avenue Foch* d'E. Chavelet et J. de Danne.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

Main basse sur la Goutte d'Or

Le quartier de la Goutte d'Or à Paris, 18^e, compris entre le boulevard Barbès, le boulevard de La Chapelle et la rue Polonceau, fait l'objet d'une « opération de réhabilitation » menée conjointement par la Ville de Paris et par l'Etat. Elle en est à l'heure actuelle à son tout début, à un moment où les autorités de tout bord, la main sur le cœur, déclarent qu'elles se préparent à œuvrer pour le bien public et le bonheur des habitants du quartier. Menteurs ! Car s'il est vrai que ce quartier est largement constitué de bâtiments vétustes, délabrés, insalubres, et qu'il a un besoin urgent — urgent depuis des années — de rénovation et de reconstruction, ce ne sont certainement pas les conditions de vie des habitants qui ont déterminé le lancement de l'opération.

Ce qui l'a déterminé, c'est une bonne affaire pour les promoteurs immobiliers, et une opération politique pour le maire de Paris.

Celle-ci va consister, pour Chirac, en un grand nettoyage d'un quartier ayant une population essentiellement immigrée. Son objectif politique, c'est d'abord de faire une démonstration de la fermeté avec laquelle le maire de Paris mène campagne pour débarrasser la capitale de ceux que *Le Figaro* assimile systématiquement à la pègre parce qu'ils sont maghrébins ou africains. Et que la Préfecture de Paris, peu suspecte d'indulgence, déclare qu'il n'y a pas ici plus de délinquance grande ou petite que dans le reste de Paris, et quasiment pas de squatters, n'y change rien. Ceux dont il faut se débarrasser, qui n'auront aucun droit à aucun relogement, qui seront purement et simplement expulsés, ce sont d'abord les travailleurs immigrés en situation irrégulière, les habitants des hôtels meublés, ceux qui sont logés sans titre de locataire officiel, par des marchands de sommeil ou même par des amis ou par la famille. Et plus largement, ce sont les 6 500 habitants du quartier — en majeure partie immigrés — qui sont visés. La Goutte d'Or doit changer de visage, radicalement, ce que dénoncent les associations de locataires et les comités de défense qui se sont mobilisés.

Depuis le XIX^e siècle, ce quartier de quelque 6 hectares a toujours été un quartier ouvrier : ouvriers venus de province et de l'étranger, d'Italie puis des colonies d'Afrique du Nord, puis tout récemment d'Afrique. Aujourd'hui, seuls 30 % de sa population sont d'origine française et environ 30 nationalités différentes y coexistent. De très nombreuses personnes âgées et seules y vivent depuis toujours.

Or l'Etat, qui va financer à 80 % l'opération de « résorption de l'habitat insalubre » (c'est-à-dire de la destruction des immeubles), comme la Ville de Paris, qui acquiert les terrains, annoncent que seuls 650 logements seront reconstruits et que 1 400 personnes de toute façon ne pourront pas être relogées dans le quartier (en réalité beaucoup plus, parce que dans ce nombre de 1 400 ne sont comptés que les occupants officiellement recensés).



La Goutte d'Or un quartier d'émigrés et de petites gens, que les initiateurs de la rénovation ne tiennent pas à reloger sur place.

Compte tenu du fait que les logements reconstruits devront être plus confortables, donc aussi plus grands que les anciens, il peut paraître logique que, sur 1 500 logements démolis, moins de la moitié seulement puissent être reconstruits. Compte tenu également du fait que 4 % de l'ensemble des logements dont disposent les sociétés HLM sur Paris sont en permanence vacants, les problèmes de relogements à l'extérieur du quartier de bien des habitants de la Goutte d'Or dans des conditions satisfaisantes pourraient être résolus sans problème. Et on ne peut que constater que tous les moyens existent pour que ceux-ci ne soient pas lésés par une opération immobilière qui viserait seulement à faire disparaître l'insalubrité d'un autre âge de ce quartier parisien.

Mais, outre les expulsions pures et simples, les loyers futurs de la Goutte d'Or, comme les loyers proposés à ceux qui auront quand même droit à un relogement en HLM par exemple, vont être trois,

voire quatre fois ou plus supérieurs à ceux qu'ils payent aujourd'hui. Bien des habitants ne pourront pas y faire face et seront refoulés dans de lointaines banlieues.

Aujourd'hui, les autorités sont en attente de la déclaration officielle « d'opération d'utilité publique » qui permettra l'expulsion et l'expropriation manu militari des habitants récalcitrants. A ce moment-là on verra probablement, avant même les bulldozers, les flics entrer en action, comme récemment dans l'îlot Chalon près de la Gare de Lyon, avec l'appui de toute la presse de droite et des amis de Chirac pour tabler sur les préjugés racistes les plus éculés afin de dresser l'opinion publique contre la population immigrée de tout un quartier. N'est-ce pas d'ailleurs tout un symbole qu'à la place de l'un des premiers immeubles démolis aujourd'hui à la Goutte d'Or ce soit un commissariat de police que l'on entreprenne de construire ?

L.P.

Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : 180 F
pour une période de six mois : 95 F
LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)
pour une période de un an : 60 F

NOM :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles

Les représentants de Mitterrand en Algérie

Les assassins reviennent toujours sur les lieux de leurs crimes

Ces pauvres socialistes n'ont vraiment pas de chance. Décidément, ils ont beau essayer de gouverner comme la droite, avoir l'aspect de la droite, les goûts de la droite, les gens de droite ne les reconnaissent pas comme les leurs et ne leur pardonnent pas de ne pas se dire de droite.

Quoi qu'ils fassent pour montrer qu'ils méprisent leur propre électorat, qu'ils n'hésitent ni à lui mentir ni à le tromper, les hommes politiques de droite ne leur passent rien.

Nos socialistes sont comme des parvenus qui veulent être reçus dans la haute société et, ils ont beau dire et beau faire, ils se voient toujours moqués à cause d'une règle d'étiquette dont ils n'avaient pas connaissance.

Avec la participation de Cheysson à la commémoration, à Alger, du 1^{er} novembre 1954, c'est un tel avatar qu'ils sont en train de vivre, un de plus.

Oh, ils se croyaient à l'abri. N'est-ce pas Mitterrand, tout de même, à l'époque, qui avait commencé et dirigé la guerre et la répression en Algérie ? Et n'est-ce pas De Gaulle, dont se réclame toute la droite, qui avait proposé la paix des braves au FLN, signé les accords d'Evian et mis fin à un siècle de présence française en Algérie ?

Depuis, d'ailleurs, nombre d'hommes politiques et de diplomates gaullistes, giscardiens, avaient plus ou moins participé aux commémorations antérieures.

Eh bien, non ! La bonne foi candide ne suffit pas. Et voilà toute la droite de crier, de tempêter, de taper du pied, avec une indignation d'autant plus véhémente qu'elle est artificielle, pour protester contre la présence de Cheysson à Alger, à ce qui n'est pourtant, comme notre 14 juillet ou notre 11 novembre,

qu'un énième enterrement des espoirs populaires, sous les flonflons et les discours.

Parce que, si certains devraient se trouver choqués de la présence de Cheysson, ministre de Mitterrand, à Alger, au moment des cérémonies marquant le début de l'insurrection algérienne, ce seraient bien les combattants du FLN eux-mêmes, et le peuple algérien tout entier.

De réconciliation entre un peuple opprimé et les chefs des tueurs colonialistes, il n'est pas possible qu'il y en ait. Entre les peuples, oui, mais pas avec ceux qui commandaient la répression, qui décidaient. Ce n'est pas possible.

Et cette cérémonie du 1^{er} novembre à Alger, avec participation du représentant de Mitterrand, est bien le signe que le régime qui est actuellement en place de l'autre côté de la Méditerranée ne représente, lui aussi, qu'une minorité de parvenus et de privilégiés, puisqu'il accepte qu'une telle comédie soit possible.

Heureusement que les réactions de la droite, ses propos, sa hargne sont là pour rappeler au peuple algérien, s'il l'avait oublié, que les oppresseurs, eux, ne pardonnent jamais, n'oublient jamais.

Dans ce monde dominé par l'impérialisme, aucune lutte se fixant comme limites des frontières nationales, se donnant comme seul but de rendre un pays indépendant, ou de changer ses structures politiques, ne peut suffire à faire que les hommes puissent enfin connaître des régimes sans oppression.

C'est pourquoi, pour les travailleurs du monde entier, tout ce qui est fête nationale, même lorsqu'elle prétend célébrer une révolution, n'est finalement que division et dérision.

Arlette LAGUILLER.

Ah, les sales flics !

Ainsi, la Pologne aurait, elle aussi, ses policiers « ultras ». Les trois policiers, dont un capitaine, qui ont assassiné le père Popieluszko l'auraient fait parce qu'ils trouvaient leur gouvernement trop mou et pas assez répressif.

Leur gouvernement, c'est celui du général Jaruzelski, celui qui a dissous Solidarité, supprimé toutes les libertés qu'avaient réussi à obtenir les grévistes de Gdansk, emprisonné des milliers de militants et sympathisants de Solidarité. Jaruzelski, c'est l'homme qui avait pris le pouvoir pour organiser la répression contre l'ensemble du peuple polonais. Et voilà que, pour certains de ses policiers, cet homme-là serait trop mou, trop faible ! Ce n'est pas comme ça qu'on le voyait, nous, d'ici !

Comme quoi, quand on gouverne, même de façon dictatoriale, il est bien difficile d'arriver à plaire à ses propres flics.

Peut-être cela va-t-il renforcer notre actuel garde des Sceaux, qui se sent pas mal contesté par les policiers, de constater que même un Jaruzelski ne trouve pas grâce, sur le terrain de la répression, auprès de ceux dont le métier est justement la répression.

Il faut croire que, là-bas comme ici, les policiers ne considèrent pas que leur fonction consiste à appliquer la loi, mais qu'ils ont plutôt envie d'utiliser les facilités que leur donne leur position officielle pour défendre leurs convictions politiques qui, comme par hasard, sont en général ultras, aussi bien en deçà qu'au-delà du rideau de fer.

Pour le moment les policiers, de ce côté-ci, en ayant la gâchette un peu facile, corrigent envers les petits loubards l'abolition de la peine de mort qui leur a déplu. En Pologne, c'est directement d'assassinat politique qu'il s'agit. Le résultat est un peu différent, mais la démarche est, dans le fond, la même.

En tout cas, en Pologne, ce qui surprend, du coup, c'est la réaction d'un homme comme Walesa, qui aurait dit que les assassins avaient fait une saloperie autant à Jaruzelski qu'à l'homme de la rue. Et cela

pour appeler les travailleurs et la population à rester calmes.

Tout le monde, en ce moment, appelle le peuple polonais à rester calme : les dirigeants russes, Jaruzelski, le pape et Walesa. Et tout le monde dit que c'est mieux pour lui. C'est peut-être vrai qu'il vaut mieux pour lui-même que le peuple polonais reste calme. Mais, dans tout ce monde qui craint tellement que le peuple polonais se mette en colère, il n'y a sûrement pas que des gens qui parlent au nom des intérêts du peuple. Il y en a sûrement qui craignent surtout sa colère. « Que le peuple se tienne tranquille. Son sort, nous nous en chargerons », semble être le point de rencontre de tous ceux qui parlent pour le peuple, c'est-à-dire à sa place.

Car Walesa dit une contre-vérité lorsqu'il dit qu'il peut s'agir d'un sale coup à la fois contre Jaruzelski et contre les gens du peuple.

Jaruzelski et le peuple polonais n'ont aucun point, aucun intérêt communs.

Les policiers de Jaruzelski sont ses policiers, ce sont des policiers polonais, des hommes de l'appareil d'Etat qui a hissé Jaruzelski à sa tête, et ils n'en font pas partie par hasard. Leurs opinions politiques sont les opinions de cet appareil.

Et ce qui est un crime contre le peuple polonais n'est certainement pas en même temps un crime, ni même une saloperie contre Jaruzelski. Walesa pense peut-être que l'homme de la rue et Jaruzelski ont en

commun d'être polonais, et que cela doit suffire à ce qu'ils se trouvent un jour ou l'autre des points communs.

Les travailleurs polonais qui croiraient cela se prépareraient de tristes lendemains.

Pour nous autres, les travailleurs, les gens du peuple, Français, Polonais, Russes, Américains ou autres, nos principaux ennemis sont toujours dans notre propre pays.

Editorial
des bulletins d'entreprise.

LA CHINE

sera le thème abordé au prochain
CERCLE LEON TROTSKY
le vendredi 23 novembre 1984
20 h. 30
PARIS
(grande salle de la Mutualité)

EN BREF.

Le silence est d'or

Huguette Bouchardeau, qui doit trouver qu'on ne parle pas assez d'elle, a donné, en tant que ministre de l'Environnement, le coup d'envoi pour une campagne sur le bruit. Et d'informer qu'un spot de télévision de 30 secondes lancerait la campagne. « Ensuite, à vous d'embrayer » nous dit-on, en engageant tout un chacun à coller des affiches et affichettes sur la question.

Alors, si vous entendez trop de bruit à l'atelier, parlez-en à votre patron : c'est un bon moyen de vérifier s'il n'est pas déjà sourd.

Le slogan de la campagne d'Huguette Bouchardeau : « Moins on fait de bruit, mieux on s'entend ». Rien à voir avec le titre célèbre du film : *Ce n'est pas parce qu'on n'a rien à dire qu'il faut fermer sa g...*

Corps réfractaire

Le 8 juin 1983 Gaston Defferre, alors ministre de l'Intérieur, révoquait un policier : le « gardien de la paix » Didier Gandossi. Pas un flic tout à fait ordinaire. En plus de ses fonctions au Secrétariat général pour l'administration de la police à Paris, il est président de la Fédération professionnelle indépendante de la police (FPIP), un petit syndicat de policiers réputé pour ses sentiments d'extrême-droite. Et le 3 juin 1983, à la suite du meurtre de deux policiers avenue Trudaine, il avait été l'initiateur d'une manifestation de quelques milliers de policiers, auxquels Le Pen avait filé le train, qui s'était terminée sous les fenêtres de Badinter aux cris de « *Badinter démission* », « *Badinter en prison* », « *A Moscou* », « *Hors de France* »... et quelques injures incontrôlées...

Bref, par égard pour son collègue Badinter, Defferre avait révoqué le fonctionnaire Gandossi... qui a attaqué la décision ministérielle devant le tribunal administratif de Paris.

Jugement vient d'être rendu par ce tribunal : l'arrêté ministériel est purement et simplement annulé et le policier devra être réintégré dans ses fonctions.

Décidément, des décisions du Conseil constitutionnel à celles du Conseil d'Etat en passant par celles de tribunaux administratifs, tout prouve que, si les ministres socialistes gouvernement, l'appareil d'Etat, lui, est bel et bien là : un corps de milliers de hauts fonctionnaires, aussi réactionnaire que permanent, qui assiste sereinement à la valse des ministres et décide en dernière instance pour eux, voire contre eux.

Le mystère du « Drakkar » à Beyrouth :

Un conte pas oriental

Il y a un an, à Beyrouth, le quartier général américain avait sauté, 241 soldats y laissant la vie, et le « Drakkar », l'immeuble abritant une compagnie de paras français, avait également explosé en faisant 58 morts. Les autorités françaises avaient dit que l'attentat du « Drakkar » avait été provoqué par un camion-suicide chargé d'explosifs, tout comme pour le quartier général américain.

Aujourd'hui, le père d'une des victimes françaises, lieutenant de 28 ans, conteste la version officielle. Pour lui, ce n'est pas un camion-suicide, mais une charge explosive préalablement déposée dans le sous-sol du bâtiment, qui aurait été à l'origine de l'attentat. Et il donne comme preuve que, si la thèse officielle était vraie : 1°) l'immeuble, par suite d'un choc latéral, aurait dû s'effondrer sur le côté ; 2°) que personne n'a vu entrer le camion ; 3°) personne n'a entendu les coups de feu que le rapport officiel dit avoir été tirés sur le véhicule



La levée des corps après l'attentat du « Drakkar » qui a fait 58 morts à Beyrouth.

piégé ; 4°) que seule aurait pu pénétrer une jeep dans le sous-sol, et non un camion, à cause du gabarit de la rampe d'accès ; 5°) qu'on n'a retrouvé aucune trace du camion ni du chauffeur présumé.

Il y a eu trois enquêtes judiciaires différentes sur les événements, mais elles sont restées secrètes et aucune n'a été publiée.

Y a-t-il un médecin dans la salle ?

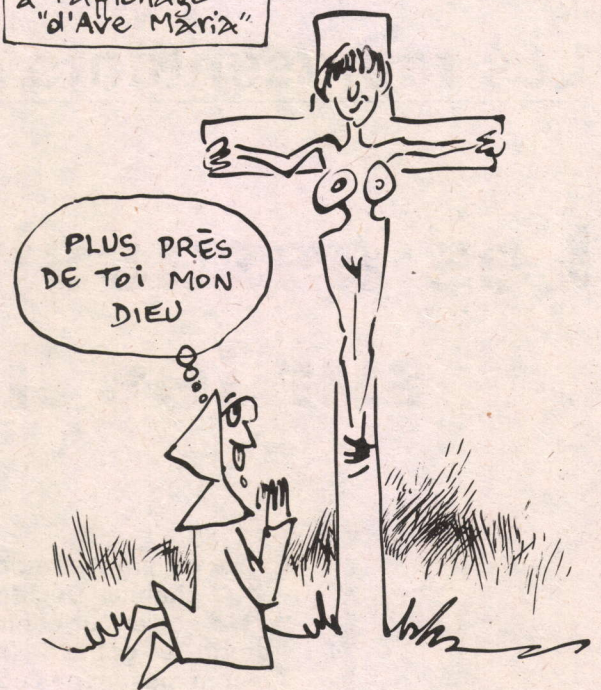
Le Quotidien du médecin, qui se présente comme un « journal d'informations médicales et générales réservé au corps médical » mais se sent le cœur à droite (bizarre pour des médecins), fournit en quelque sorte un petit bilan de santé du RPR dans son numéro du 30 octobre.

Sous le titre « *Les affaires de cœur du RPR* », un petit article relate que « le Comité central du RPR réuni à huis clos samedi dernier s'est transformé en salle de réanimation lorsque deux de ses membres, Jean Bozzi et Jacques Dauer, ont souffert de malaises cardiaques (...) Bozzi, ancien député de la Corse, n'a dû son salut qu'à la présence d'un professeur de cardiologie à l'hôpital Ambroise-Paré, qui assistait à la réunion en tant que secrétaire départemental du RPR du Val-d'Oise. (...) Dauer, de son côté, a été soigné sur place par « l'un des quatre ou cinq médecins » membres du Comité central ».

Le RPR est un parti de notables : normal qu'il compte beaucoup de médecins jusqu'en ses instances dirigeantes. Normal aussi que l'infarctus le guette, comme l'anecdote le prouve, rançon de l'empatement voire de l'immobilisme de gens trop bien installés et trop bien nourris.

Mais, puisque le RPR compte et ses petites maladies et ses guérisseurs... tout est bien qui finit bien !

Après l'interdiction à l'affichage "d'Ave Maria"



P.S. RIEN DE TEL POURTANT POUR ENRAYER LA CRISE DE VOCATION.

Au jeu des gendarmes et des voleurs, certains trichaient : ils lisaient le journal...

Dimanche dernier 28 octobre, certains membres du « milieu » marseillais ont dû avoir très chaud en parcourant la manchette d'un journal local, *Le Méridional*.

Les lecteurs de ce journal pouvaient en effet y apprendre, sur quatre colonnes à la Une et dans un article très détaillé, quel sort attendait sur le port certains trafiquants de drogue. Un cargo transportant pour 200 millions de haschisch ayant été repéré, la police marseillaise avait décidé de laisser faire son déchargement sans broncher, afin de mieux poisser ceux qui se présenteraient pour réceptionner la marchandise.

Dans de telles conditions, évidemment, la souricière ne pouvait prendre... qu'un lapin. Et comme la

justice n'a guère apprécié qu'un canard ait fait passer des poulets pour des pigeons, *Le Méridional* fait actuellement l'objet d'une information judiciaire, notamment pour « violation du secret de l'enquête ».

Le Méridional se défend en disant qu'il s'agissait d'un secret de polichinelle et que « nous l'avons appris sans même le chercher et de façon si claire qu'il serait vraiment surprenant que les trafiquants ne l'aient pas connu avant nous ».

En tout cas, ça la fiche mal pour *Le Méridional*, qui pose volontiers au porte-parole de la « majorité silencieuse » et des partisans de l'ordre, d'avoir peut-être permis aux truands de filer à la barbe des forces de l'ordre.

Et pour pas cher : juste le prix d'un quotidien !

Leçon de vocabulaire

Charles Hernu innove dans le vocabulaire militaire : les « armes nucléaires tactiques » deviennent « armements pré-stratégiques ». Ce qui ne changera évidemment rien à l'existence des 200 charges explosives nucléaires dont sont dotés *Mirage*, *Jaguar*, missiles *Pluton* et autres avions *Super-Étendard*. Mais le fait de les rebaptiser est la façon trouvée par Hernu pour signifier au commandement militaire qu'il n'a pas à en disposer : la décision de leur emploi relève de l'autorité du prési-

dent de la République et d'elle seule. Selon le ministre de la Défense, les militaires ont bien assez de jou-joux meurtriers à leur disposition avec les armes classiques. Les armes nucléaires, même tactiques — pardon pré-stratégiques ! — sont des choses trop sérieuses pour les laisser entre leurs mains.

Pas de quoi être rassurés pour autant. Mais les juteux de tout grade apprécieront sûrement... les dons pour la langue française de leur ministre.

La direction accepte d'être critiquée... à droite

Il y a du nouveau au Parti Communiste. Six membres du Comité central — sur cent quarante-six, il est vrai, ce qui est peu — se sont abstenus lors du vote sur le projet de résolution qui sera soumis au prochain congrès. La direction est donc contestée. Ce n'est pas cela la nouveauté. Mais elle a accepté de l'être, publiquement, et peut-être a-t-elle fait le calcul que cela pourrait séduire un public plus large.

La direction du PC a donc dorénavant des opposants, officiellement, en son propre sein. Il y a donc vraiment du nouveau dans la façon de faire. Mais y en a-t-il vraiment sur le fond ? C'est une autre affaire.

On ne sait pas encore ce qu'ont dit, lors du Comité central, les six qui ont refusé leur confiance à la direction. Mais on devine ce qu'ils pensent et ce qu'ils sont, parce qu'ils ont déjà eu l'occasion de s'exprimer.

Pierre Juquin, membre du Bureau politique et longtemps porte-parole officiel du Parti Communiste, Marcel Rigout, ancien ministre, sont de ceux qui auraient voulu que le Parti Communiste ne quitte pas le gouvernement. Le premier, au lendemain des désastreuses élections européennes, s'était prononcé en faveur de l'abandon d'un centralisme démocratique qu'il estimait plus centralisateur que démocratique, tandis que Rigout avait parlé d'une nécessaire « révolution culturelle » pour le Parti Communiste.

Par leurs petites phrases verbeuses, ils affichaient leur appartenance à un courant favorable à une plus nette social-démocratisation du Parti Communiste, à une évolution plus rapide et plus affirmée à droite.

Il faut être journaliste à *Libération* pour parler des « rénovateurs » — les six — qui se seraient dressés contre les « conservateurs » ! Ce n'est pas la première fois qu'au sein du Parti Communiste une opposition se manifeste en faveur d'une plus grande ou d'une autre démocratie, même si jusqu'à présent ceux qui l'ont fait, les Garaudy ou les Fiszbin, ont dû prendre la porte. Mais ce que ces gens ou ces courants-là entendaient par démocratie n'a jamais rien eu de novateur. Ni les uns ni les autres n'ont jamais souhaité autre chose qu'un Parti Communiste qui ressemblerait davantage au Parti Socialiste, et qui lui serait plus lié ; qu'un Parti Communiste qui serait plus présen-

table pour la petite-bourgeoisie de gauche.

Aujourd'hui, les « rénovateurs » sont apparus à la faveur du départ du gouvernement. Ils auraient voulu que le PC garde des ministres, des ministres qui faisaient la politique des socialistes, scrupuleusement et non sans efficacité pour ce qui est de décevoir les classes populaires et une partie de la base ouvrière du Parti Communiste. Mais tant pis, il aurait fallu que le Parti Communiste reste solidaire du Parti Socialiste et du gouvernement jusqu'au bout, contre la classe ouvrière !

Ceux qui, à la direction du Parti Communiste, ont tiré leçon des déboires électoraux du parti pour abandonner le gouvernement ne sont pas d'une autre espèce, à vrai dire. S'ils mettent depuis l'accent sur les luttes nécessaires de la classe ouvrière, s'ils y poussent par le truchement de la CGT et s'ils espèrent ainsi rendre courage et moral à une partie de leur base populaire, apparemment non sans succès, ce n'est pas qu'ils seraient plus révolutionnaires que les partisans des ministres à tout prix. Ce n'est pas qu'ils représenteraient vraiment, eux, les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière. Non. Leurs calculs politiques ne sont qu'électoraux. Mais, quoi qu'il en soit, s'ils sont aussi sociaux-démocrates et réformistes que les Juquin et consorts, le fait est qu'ils se sont montrés plus sensibles à la base ouvrière du Parti Communiste, plus conscients qu'elle reste son originalité et sa force, et que le Parti Communiste doit continuer à lui donner des illusions, autrement dit à la tromper, s'il veut survivre.

Cela dit, le fait que les quelques opposants désormais autorisés et estampil-

lés du Parti Communiste soient des fervents du vieil establishment bourgeois démocratique-réformiste est significatif de l'évolution de ce parti.

Car il y en a eu, dans le Parti Communiste, ces trois dernières années, des discussions ! Il y en a eu des militants pas d'accord avec la politique menée, dont certains — une minorité, mais certainement la plus combative, dans les entreprises — critiquaient le parti sur sa gauche, lui reprochaient de ne plus défendre les travailleurs face à un gouvernement favorable aux possédants, de ne plus encourager la classe ouvrière à la lutte. Il y en a eu, dans le Parti Communiste, des militants ouvriers écœurés de la politique pro-gouvernementale de leur direction et qui ont fait, chacun dans leur coin, les critiques au gouvernement qu'on voit maintenant, mais maintenant seulement, dans *L'Humanité*. Mais jamais ceux-là n'ont eu la parole.

Certes, la direction du Parti Communiste a finalement infléchi sa politique dans le sens qu'ils souhaitaient. Mais, comme par hasard, ce ne sont pas eux, au sein du Comité central, qui sont aujourd'hui en situation de faire le procès des erreurs passées et des ambiguïtés présentes. Ce ne sont pas les militants ouvriers les plus combatifs qui parlent, et ont le droit de le faire, dans les instances dirigeantes du Parti Communiste. Non, ceux auxquels la direction donne la parole, ce sont encore les représentants des petits-bourgeois les plus gavés d'illusions social-démocrates.

Et cela est bien significatif de ce qu'est la direction du Parti Communiste.

Michelle VERDIER

Grèves et manifestations dans les chantiers navals

100 000 travailleurs au moins ont fait grève, le 30 octobre, dans toutes les régions touchées par les plans de reconversion industrielle et de restructuration de l'industrie navale.

L'appel avait été lancé par les Commissions Ouvrières ainsi que, dans le nord du pays, par les syndicats nationalistes de la Galice et du Pays basque. Dans plusieurs villes, la journée de grève a été marquée par des manifestations rassemblant des dizaines de milliers de personnes.

Cette journée de grève et de manifestations s'inscrit dans la montée de la colère ouvrière face aux plans gouvernementaux dressés contre les travailleurs.

Depuis février 1983 et jusqu'au mois d'avril 1984, les travailleurs et la population de Sagonte (près de Valence) ont lutté pour empêcher la liquidation des hauts fourneaux des aciéries de cette ville et les licenciements massifs décidés par le gouvernement. Mais au bout de quatorze mois de grèves, de manifestations et de violents affrontements avec la police, ils ont vu leur lutte bradée par les directions syndicales, lesquelles, au nom des Commissions Ouvrières et de l'UGT, ont signé avec le gouvernement un accord prévoyant la fermeture définitive des hauts fourneaux à partir du 1^{er} octobre 1984.

Dès le mois d'avril donc, l'unité qui avait permis aux travailleurs et aux habitants de Sagonte de s'opposer aux propos gouvernementaux était brisée. Les mêmes organisations qui avaient signé avec le précédent gouvernement, en 1981, un accord prévoyant l'élargissement et la modernisation des aciéries en signaient un nouveau avec le gouvernement socialiste, qui stipulait tout le contraire. 1 800 sidérurgistes étaient licenciés.

Après cette victoire sur les travailleurs de Sagonte, le gouvernement socialiste pouvait passer à l'attaque sur d'autres secteurs industriels. C'est ce qu'il a fait en informant les travailleurs des chantiers navals que 17 000 d'entre eux (sur 40 000) seraient licenciés, en application du plan de reconversion élaboré par le ministre de l'Industrie.

L'annonce officielle de ce plan a provoqué une pous-

sée des grèves et des manifestations, presque quotidiennes dans toutes les régions menacées par le plan de reconversion.

Depuis le 8 octobre, de violents affrontements avec la police ont lieu à Bilbao, Vigo, La Corogne, Cadix, Oviedo et Gijon. Dans cette dernière ville, un jeune militant ouvrier a été tué le 23 octobre au cours d'une manifestation, alors qu'il essayait avec ses copains de dresser une barricade avec des voitures. Le lendemain, la ville était entièrement paralysée par la grève générale et, le 25, c'était tous les chantiers navals du pays qui se mettaient aussi en grève.

Actuellement, le nord de l'Espagne est une poudrière. Les grévistes coupent les routes et les voies ferrées, élèvent des barricades auxquelles ils mettent le feu face à la police et répondent aux attaques de celle-ci en lançant sur elle tout ce qu'ils peuvent ramasser dans les chantiers et les rues. En ville, ils coupent la circulation en renversant et en incendiant des voitures, des autobus, et provoquent souvent d'énormes bouchons.

Face à cette montée de la combativité ouvrière, notamment à Gijon, les dirigeants asturiens des Commissions Ouvrières, de l'UGT, du PCE et du PSUE, n'ont trouvé rien de mieux à faire que de signer le 24 octobre, avec les directions locales de l'Alliance Populaire (opposition de droite, parti de Fraga) et du patronat, un communiqué dans lequel ils lançaient « un appel à tous les membres de leurs organisations et à tous les citoyens, pour qu'ils contribuent par leur attitude individuelle et collective au rétablissement d'un climat de bonne entente ».

La journée de grève du 30 octobre vient de montrer la détermination des travailleurs à s'opposer aux plans gouvernementaux. Le fait que la reconversion navale touche des régions ayant un taux de chômage élevé, comme la Galice ou Cadix, ou des régions ayant de fortes traditions de lutte, comme dans les Asturies et le Pays basque, rend nécessaire aujourd'hui pour les travailleurs d'unifier leurs luttes, de les coordonner. Et ce serait indispensable.

Gabriel CATALA

ETHIOPIE

La famine et ses responsables

Alors que six à sept millions d'Éthiopiens des régions du nord du pays sont menacés par la sécheresse et que 300 000 à 600 000 d'entre eux pourraient mourir de faim, la presse occidentale, en particulier anglaise, dénonce le fait que les dirigeants éthiopiens aient dépensé 150 millions de dollars pour célébrer en décembre le dixième anniversaire de la chute de l'Empire. La presse relate ainsi que deux cargos chargés de 500 000 bouteilles de whisky ont quitté un port anglais à destination de l'Éthiopie, où tous les gosiers ne resteront pas secs. Evidemment, c'est choquant. Mais pas plus —

ou tout autant — que la lenteur et l'aspect dérisoire des secours alimentaires qui ont été finalement décidés par les pays européens et devraient être acheminés vers l'Éthiopie. En attendant qu'ils parviennent à ceux qui sont menacés, combien de morts de faim supplémentaires ?

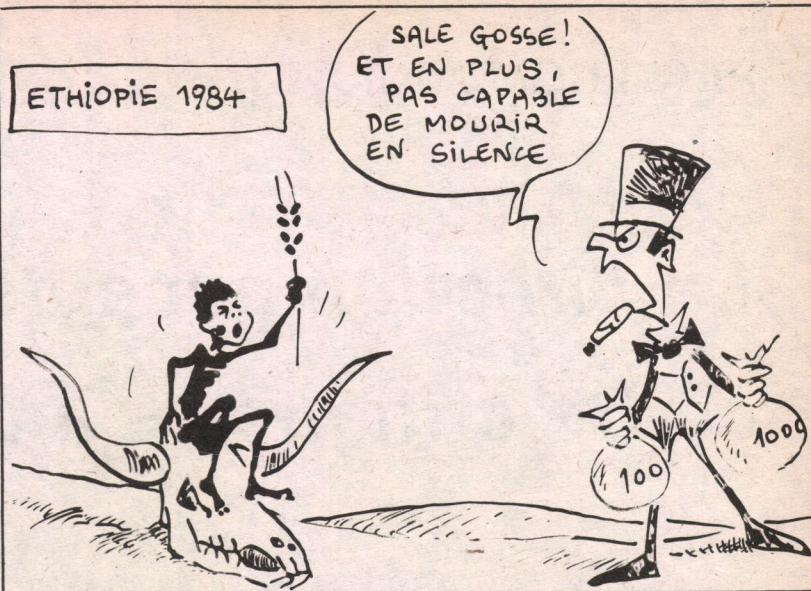
Pour la période 1984-1985, selon la commission éthiopienne au secours et à la réhabilitation, le pays aurait besoin de 1.248.620 tonnes de produits alimentaires. Et selon la PAM (Programme d'aide alimentaire des États-Unis), la capacité du port d'Assab sur la mer Rouge pourrait être doublée et recevoir 25.000 tonnes

par jour ; mais, faute de camions, une partie des vivres « risquerait de pourrir à quai ». Non seulement les céréales en trop produites dans les pays capitalistes industrialisés, mais également les véhicules automobiles « en trop », font cruellement défaut pour sauver les victimes de la sécheresse.

Un certain nombre de pays occidentaux sont accusés par les dirigeants éthiopiens de vouloir se servir de l'aide alimentaire contre leur régime, aujourd'hui allié à l'URSS. Ce qui n'est pas douteux, car les Occidentaux n'ont jamais vu d'un bon œil l'URSS trouver appui dans cette partie de l'Est africain.

Mais à l'opposé, la presse et des officiels des pays occidentaux accusent les militaires éthiopiens d'avoir trop attendu pour appeler au secours et d'avoir ainsi fait bon marché de la vie des

ETHIOPIE 1984



affamés, pour ne pas mettre en danger leur pouvoir. Ce qui est également vrai. Les dirigeants actuels se sont hissés à la tête du pays au moment de la sécheresse et de la famine des années 1973-74, en éliminant le régime pourri du Négus Haïlé Sélassié, coupable d'avoir laissé mourir de faim des centaines de milliers d'Éthiopiens. Ils se compor-

tent aujourd'hui de la même façon. Les privilèges du pouvoir éthiopien sont responsables de la famine.

Mais le sont plus encore les pays impérialistes qui vivent du pillage du monde entier et drainent toutes les richesses, alors qu'ils disposent de tous les moyens qui permettraient de sauver les populations menacées.

L.G.

TCHAD

Au sud du pays, arrestations et massacres

Pendant que tout va pour le mieux — si l'on en croit les communiqués français — en ce qui concerne l'évacuation des troupes libyennes et françaises au Tchad, au sud du pays depuis deux mois se développent une guérilla et une répression sauvage de la part du régime d'Hissène Habré.

Dans les provinces du sud, qui sont les régions de culture, et en particulier celles où la « Cotontchad » — compagnie cotonnière française — règne en maître, des bandes armées en rébellion contre le régime de N'Djaména opèrent depuis quelques temps. Il s'agit des « Codos » (abréviations de « commandos »). C'est contre le pouvoir central, basé sur l'ethnie dominante que représente Hissène Habré, que se sont formées ces bandes armées. Les rivalités ethniques entre le nord et le sud du pays existent depuis toujours et la présence de l'impérialisme français a contribué à les exacerber.

Le Monde du 27/10/1984 caractérise ainsi les « Codos » : « Leur tactique est basée à la fois sur le modèle des « grandes compagnies » qui au Moyen-Age rançonnaient les voyageurs et pillaient les villages des campagnes françaises, et sur la guérilla classique, qui consiste, après l'attaque brutale d'un convoi ou d'une patrouille gouvernementale, à s'évanouir dans la brousse ».

Le gouvernement de N'Djaména a tenté, à l'aide de moyens finan-

ciers, d'intégrer les « Codos » au sein de sa propre bande armée au pouvoir, les « FANT ». Il a réussi un temps à en rallier une partie et à les fixer dans les casernes à Sahr et Moundou. Mais fin août, ils sont retournés dans la brousse, et c'est alors que le pouvoir central a déclenché une répression sauvage accompagnée d'arrestations nombreuses, d'exécutions et de massacres aveugles. « Très vite, la suspicion est devenue générale, tout paysan travaillant dans un champ étant assimilé à un « Codo ». Des dizaines de villages ont été brûlés, voire pilonnés au mortier, comme à Moissala, afin d'en débusquer les « Codos » ; ou plus simplement pillés... » écrit Le Monde du 27/10/1984.

Ce que le pouvoir central défend au sud, c'est avant tout l'empire de la « Cotontchad », ses champs et ses usines qui font du pays le second producteur du continent après l'Égypte et qui fournissent de gros profits à des sociétés françaises, en même temps qu'il se traduit par l'incapacité de se nourrir pour toute une partie de la population, l'essentiel des terres étant consacré sous la contrainte à cette culture industrielle, alors qu'il y a, actuellement même, des famines dans cette partie du Tchad.

Telle est la « pacification » du Tchad, tel est l'ordre qui y règne aujourd'hui, que défend l'impérialisme français avec le régime Hissène Habré.

L.G.

FRANCE - AFRIQUE

Moins de carotte, plus de bâton

Le budget français du ministère de la Coopération et du Développement est en baisse. 6,2 milliards de francs en 1985 pour 6,44 en 1984, soit, compte tenu de l'inflation, une baisse de 11 %. La coopération est le nom donné à la défense des intérêts de l'impérialisme français dans les pays ex-coloniaux d'Afrique. L'essentiel de « l'aide » va traditionnellement aux « élites » locales « amies » et servant l'impérialisme français. Mais jusque-là

le tout était présenté comme une aide, c'est-à-dire qu'il y avait aussi quelques postes d'enseignants, des bourses d'études, quelques techniciens pour creuser des puits. Eh bien, la crise aidant, le vernis s'écaille.

Car le tour de vis qui se prépare touchera tous les secteurs sauf... celui de la coopération militaire, « compte tenu de la persistance d'une situation d'instabilité et d'insécurité

en Afrique », selon les propos du ministre Christian Nucci.

La crise en Afrique prend des proportions catastrophiques dans certains pays du Sahel, où des centaines de milliers de gens sont menacés de mort par la famine. Dans les pays du Maghreb, les émeutes de la faim ont grondé lors des hausses de prix l'an passé.

Le gouvernement français en a pris bonne note. Il y aura toujours autant de forces de répression, de blindés, de conseillers techniques et de paras pour appuyer les dictateurs locaux dans leurs tâches de gendarmes.

AFRIQUE DU SUD

Sebokeng occupée mais pas brisée

Dans la nuit du 22 octobre, 7 000 policiers et soldats ont mis en état de siège la cité noire de Sebokeng et les quartiers avoisinants de Sharpeville et Boipatong, à 70 km au sud de Johannesburg. Les troupes ont coupé la ville de l'extérieur, occupé les rues. Selon les journalistes autorisés à suivre l'opération, il y avait un soldat tous les 20 m le long des rues. Les maisons ont été visitées une par une, les 225 000 habitants ont été contrôlés.

Selon le ministre de l'Inté-

rieur blanc, qui porte le titre transparent de « ministre de la Loi et de l'Ordre », il s'agissait de mettre la main sur « des éléments révolutionnaires ». Quatre jours après le début de l'opération, les autorités n'avaient cependant pas encore fait état d'un seul succès dans ce domaine et 300 des 348 personnes arrêtées auraient été relâchées après paiement d'une amende pour diverses infractions.

L'autre objectif des forces de répression, qui était de bri-

ser la grève des loyers entreprise par les habitants et le boycott des cours des lycéens noirs, n'a pas non plus été atteint. Les deux mouvements se poursuivent malgré l'occupation de Sebokeng.

La démonstration de force du gouvernement raciste blanc, qui avait concentré près d'un dixième des troupes dont il dispose (l'armée sud-africaine compte 60 000 hommes) sur une seule ville, est donc loin d'avoir été couronnée de succès. Un prêtre anglican proche de l'archevêque Desmond Tutu, qui n'a rien d'un révolutionnaire puisqu'il prône la non-violence, a pu déclarer à la presse étrangère : « L'envie de résister est plus forte que jamais depuis le raid ».

Vincent GELAS

L'Union des Travailleurs Immigrés Tunisiens (UTIT)

nous communiquons

« L'Union des Travailleurs Tunisiens, section de Paris, a appris que de nombreux citoyens tunisiens résidents en France avaient eu des problèmes avec la police des frontières et les Rensei-

gnements Généraux tunisiens (DST) : à leur arrivée aux frontières tunisiennes, ils ont été arrêtés ; certains sont gardés dans les locaux du ministère de l'Intérieur, avenue H. Bourguiba à Tunis, pendant une durée indéterminée ; tous ont été privés de leurs passeports, et dans beaucoup de cas la DST a refusé de les leur restituer, empêchant ainsi des citoyens tunisiens de retourner en France pour reprendre leur travail, les consignant de force au chômage et à tout ce qui en découle. (...) Nous nous élevons énergiquement contre ces procé-

dés arbitraires, illégaux et inhumains, qui portent atteinte aux droits les plus élémentaires de la personne humaine. »

Ce sont effectivement des pratiques scandaleuses, qui montrent les limites de la démocratie à la Bourguiba, mais aussi et surtout celles de la démocratie française. Car il est plus que probable que, dans sa chasse aux militants de l'opposition, la DST tunisienne trouve compréhensions, aides et renseignements auprès de la police du prétendu « socialiste » Joxe.

Présidentielles américaines :

La démocratie par les riches et pour les riches

A en croire les sondages et la presse américaine, Reagan devrait l'emporter contre Mondale avec une confortable avance, lors de l'élection du 6 novembre. Cela n'aurait à vrai dire rien de bien surprenant : aux Etats-Unis, ce sont principalement les riches qui se déplacent pour voter, et les riches préfèrent Reagan.

Ce sont eux qui ont principalement profité de la reprise économique depuis deux ans. Ce sont eux qui ont bénéficié du programme de réduction d'impôts de l'actuel gouvernement. Ce sont eux qui ont retiré l'essentiel des dividendes produits par le programme d'armement et la relance de la consommation alimentée par l'afflux de capitaux que tous les bourgeois du monde sont allés mettre à l'abri au royaume du dollar fort.

Quant aux pauvres, qui ont vu les programmes sociaux réduits, des emplois industriels supprimés pour être remplacés par des emplois peu qualifiés, à temps et à salaire partiels, ils se sont encore appauvris. Mais s'ils n'ont aucun motif d'applaudir aux discours et aux actes d'un président qui défend cyniquement la cause de l'enrichissement individuel, ils sont aussi bien placés pour savoir que l'étiquette républicaine ou démocrate du locataire de la Maison-Blanche ne change rien pour eux. C'est sous la présidence démocrate de Carter que les coupes sombres dans les budgets sociaux comme le blocage des salaires avaient débuté. Et de ce point de vue Mondale, qui fut vice-président de Carter, n'a même pas jugé bon de promettre grand-



Reagan, Mondale et Cie... Adversaires ou larrons en foire (AFP).

chose. A tel point que, durant la plus grande partie de la campagne électorale, sa principale critique du programme de Reagan a consisté à mettre en avant la nécessité d'une augmen-

tation des impôts pour équilibrer le budget fédéral.

La seule véritable originalité du candidat démocrate consiste à avoir vingt-cinq ans de moins que son rival ; ce qui lui a permis d'avoir

moins de trous de mémoire et de faire des discours plus longs que Reagan, qui a prudemment limité ses interventions au strict minimum.

Pierre VERNANT

Des terroristes qui prennent Reagan au mot

Avec l'institution de la prière obligatoire dans les écoles, la remise en cause du droit à l'avortement est l'un des thèmes favoris des discours de Reagan. Des discours propres à flatter tout ce que le pays compte de réactionnaires et à encourager les menées de l'extrême-droite américaine, comme le montre l'article publié par le bimensuel trotskyste américain Spark dans son dernier numéro, sous le titre : « Plus de 150 cliniques attaquées par des terroristes, et pas de réaction du gouvernement ».

« Le mois dernier, l'Institut pour le contrôle des naissances de San Diego a été détruit par une bombe incendiaire. Un centre de santé féministe de la même ville a reçu un coup de téléphone lui annonçant qu'il était le suivant sur la liste. Il ne s'agit pas d'incidents isolés, mais de deux cas parmi les nombreux survenus durant ces derniers mois.

Le 4 juillet la Fédération nationale pour l'avortement recevait une bombe à Washington. Trois jours plus tard, à Annapolis dans le Maryland, c'était le tour de la clinique « Planned Parenthood » (Maternité et paternité volontaires). La Prince George Reproductive Health Clinic de College Park reçut aussi une bombe incendiaire. La liste ne

cesse de s'allonger. Au total plus de 150 cliniques ont été attaquées par des bombes incendiaires ou d'une autre façon depuis janvier !

Ces agressions sont survenues exactement au moment où le gouvernement et les médias brodaient sur les risques de violence aux Jeux Olympiques et la menace de soi-disant terroristes cambriolant des banques à New York. Cependant, malgré toutes les déclarations du gouvernement au sujet du terrorisme, le gouvernement a choisi d'ignorer ce terrorisme bien réel, qui s'est poursuivi durant l'année.

Le même gouvernement ignore le terrorisme des groupes d'extrême-droite qui tentent d'empêcher les avortements et s'attaquent au contrôle des naissances. Plus de 150 actes de terrorisme, et malgré cela on les a pratiquement ignorés. Ce n'est pas par hasard si le gouvernement se sert de sa campagne contre le terrorisme pour s'en prendre aux gens avec lesquels il n'est pas d'accord, au moment même où il ignore les terroristes d'extrême-droite. C'est une façon d'encourager le développement d'une extrême-droite qui servira les patrons, en faisant régner la terreur contre les opprimés de ce pays ».

PHILIPPINES

Crise politique sur fond de crise économique

La commission chargée d'enquêter sur le meurtre du dirigeant de l'opposition Benigno Aquino, assassiné en août 1983 alors qu'il rentrait de son exil aux Etats-Unis, vient de publier ses conclusions. Celles-ci ne mettent pas en cause le chef de l'Etat et dictateur des Philippines, le président Marcos. C'eût été trop demander à une commission mise en place par le régime lui-même. Mais le verdict de cette commission, qui met en cause vingt-cinq militaires, à commencer par le chef d'état-major de l'armée, le général Ver, est cependant une gifle pour la dictature tout entière, car nul doute que, pour la majorité des Philippines, c'est le régime de Marcos et Marcos lui-même qui sont ainsi accusés.

Benigno Aquino, le sénateur assassiné, était bien loin d'être un révolutionnaire, comme le prouve le fait qu'il avait choisi les Etats-Unis comme terre d'asile. Mais si son assassinat visait à faire disparaître une solution de rechange possible au régime, il semble avoir exacerbé les oppositions à celui-ci.

Depuis un an, il y a eu des centaines de manifestations contre la dictature, au cours desquelles les forces de l'ordre ont fait douze morts, des centaines de blessés, et ont procédé à des centaines d'arrestations. Lors du premier anniversaire de la mort d'Aquino,

c'est un million de personnes qui auraient manifesté dans les rues de Manille.

Le mécontentement de la population est d'autant plus grand qu'aux effets de la dictature s'ajoutent ceux de la crise économique. Selon *Le Monde* du 21/8/84, la croissance cette année sera négative. De nombreuses entreprises ont fermé leurs portes et une quinzaine de banques ont fait faillite ces derniers mois. L'inflation atteint 50 % et, dans ce pays de près de cinquante millions d'habitants, 80 % de la population vit — d'après l'Agence pour le Développement — au-dessous du « seuil de la pauvreté ».

Le régime est à ce point vomé par l'ensemble de la population que le chef de l'Eglise catholique, le cardinal Sin, pourtant très modéré, s'est récemment senti obligé de déclarer : « L'économie est en ruine, la crédibilité de Marcos est nulle, la population croit aujourd'hui exactement le contraire de ce qu'il dit ».

L'opposition grandit au sein de la bourgeoisie philippine elle-même. Et les Etats-Unis semblent peser pour amener le régime à changer de politique économique et à revêtir une apparence plus respectable. Car les possédants, philippins comme américains, craignent la colère des pauvres.

Dans les campagnes, la guérilla dirigée par le Parti Communiste illégal s'est étendue. Et dans les villes, les millions de travailleurs qui ont manifesté ces derniers mois ont montré leur détermination d'en finir avec la dictature.

Dans ce contexte, en laissant mettre publiquement en accusation son chef d'état-major, Marcos faisait une concession à son opposition bourgeoise et aux Etats-Unis, tout en abritant sa responsabilité personnelle derrière un bouc émissaire. Mais ses manœuvres, comme les efforts de l'impérialisme américain pour essayer d'infléchir la politique du régime et de camoufler la mainmise américaine sur les Philippines sous un masque plus démocratique, risquent d'être aussi vains les uns que les autres.

Car de toute manière, que la dictature de Marcos demeure en place malgré les problèmes actuels, ou que les possédants parviennent à lui substituer une solution de rechange, il n'y a pas de place à long terme, dans un pays pauvre comme les Philippines, a fortiori dans les conditions de la crise économique actuelle, pour un autre régime politique qu'une dictature.

Celle-ci est le seul visage qu'y peut revêtir l'exploitation impérialiste.

A moins, bien sûr, que les masses n'imposent leur propre solution.

Scargill, dangereux terroriste ? Une campagne pour excuser Thatcher !

La révélation, d'abord par l'agence officielle libyenne, puis par le *Sunday Times*, de contacts qui auraient eu lieu entre Arthur Scargill, le leader du syndicat des mineurs, et le régime libyen, a aussitôt déclenché une violente campagne de toute la presse contre Scargill ; une de plus. Après avoir été présenté comme un « extrémiste » manipulant les mineurs pour la satisfaction de ses ambitions personnelles, voire par certains journaux comme un « dictateur émule d'Hitler », voilà Scargill associé au « terrorisme international » subventionné par le « colonel fou » (selon les propres termes du *Daily Mirror*, le plus gros tirage de la presse britannique).

Ce tollé ne se limite d'ailleurs pas à la presse. Tous les partis ont tenu à s'y associer, de Margaret Thatcher, bien sûr, au leader travailliste Neil Kinnock. Sans compter les dirigeants syndicaux, de Norman Willis, le leader du Trade Union Congress, jusqu'à certains leaders « modérés » du syndicat des mineurs qui ont saisi cette occasion pour s'attaquer à Scargill sans avoir l'air de s'attaquer aux mineurs.

Mais tous ces personnages, qui rivalisent d'indignation, croient-ils à leurs accusations ? Sans doute pas plus à celles d'aujourd'hui qu'à celles qu'ils lançaient déjà hier !

La grève des mineurs dure depuis huit mois. C'est un problème pour Margaret Thatcher d'abord, parce que le pays risque d'être touché à plus ou moins court terme par le manque de charbon. Et surtout parce qu'en fin de

compte, aux yeux de la bourgeoisie et aux yeux de son électorat petit-bourgeois, la « dame de fer » finit par paraître désarmée face aux grévistes ! Mais cette grève dure trop, aussi, au gré des dirigeants du Parti Travailliste et des syndicats, de gens qui professent que les intérêts de l'économie capitaliste seraient compatibles avec ceux de la classe ouvrière ; qu'entre bourgeois et ouvriers, on pourrait s'entendre. Les mineurs, par une lutte opiniâtre, montrent le contraire.

Alors, pour justifier l'incapacité des uns et des autres, il faut bien trouver des prétextes. En l'occurrence que Scargill, cet « extrémiste », ce « terroriste », serait un dirigeant syndical pas comme les autres, qui ne respecterait pas les règles acceptées de tous. Et de là viendrait tout le mal. De là viendrait que Thatcher ne pourrait faire accepter sa loi, et les dirigeants travaillistes leur discipline d'appareil.

Voilà à quoi peut servir cette nouvelle campagne lancée contre Scargill qui, par ailleurs, fournit un nouvel aliment à l'hostilité contre les grévistes, qui existe déjà dans certains secteurs de la population, ou même dans certains milieux syndicaux.

Mais ce n'est pas une campagne de calomnies de plus, surtout quand elles sont aussi grossières, qui va changer brusquement le rapport des forces et donner d'un seul coup à Thatcher les moyens de faire reprendre 130.000 ouvriers après huit mois de grève !

François ROULEAU



Scargill le dirigeant syndical des mineurs anglais (AFP).

GRANDE-BRETAGNE

Scargill et sa politique

Depuis le début de la grève des mineurs, Arthur Scargill, le président du syndicat des mineurs, a montré qu'à la différence de bon nombre d'autres dirigeants syndicaux, il n'avait pas peur de s'appuyer sur la combativité des travailleurs pour mener une lutte longue et dure contre le gouvernement Thatcher.

Il est vrai que Scargill occupe une place un peu à part dans le mouvement syndical britannique. Mineur de fond pendant plus de quinze ans dans le Yorkshire, il a commencé son ascension dans l'appareil syndical, porté par la vague de la grève des mineurs de 1972. Il était alors à la tête d'un groupe de mineurs du rang qui s'étaient opposés avec succès à la passivité des dirigeants de l'époque durant la grève, et qui avaient été à l'origine des piquets de grève massifs qui jouèrent un rôle décisif dans le recul du gouvernement. Et lorsque par la suite, en 1981, il fut finalement élu président du syndicat des mineurs contre l'équipe du vieux leader droitier Joe Gormley, il apparaissait comme un dirigeant combatif, proche des travailleurs du rang et incarnant en quelque sorte la tradition des grèves victorieuses de 1972 et 1974.

Mais si Scargill est incontestablement un dirigeant combatif, s'il a montré qu'il ne reculait pas devant des luttes dures, il n'en est pas moins un dirigeant réformiste, tout aussi corporatiste que peut l'être le reste du mouvement syndical britannique. Et réformiste parce qu'il est corporatiste.

Depuis le début de la grève, toute la politique de Scargill s'est limitée à un objectif : bloquer la production et l'utilisation du charbon dans le pays par la grève des seuls mineurs, et faire que celle-ci tienne jusqu'à ce que le gouvernement finisse par céder. Scargill a trouvé dans la combativité des mineurs les moyens de sa politique. Mais cette politique ne laisse au reste de la classe ouvrière pas d'autre place que celle de force d'appoint. C'est nuisible aux intérêts de l'ensemble de la classe ouvrière. Mais c'est nuisible aux intérêts des mineurs eux-mêmes.

Aux cheminots, aux dockers, aux ouvriers des centrales thermiques ou aux sidérurgistes, Scargill a bien demandé des gestes de solidarité. Ces gestes ont eu lieu. Les uns se sont opposés au déplacement des stocks de charbon existants, les autres ont refusé d'utiliser du charbon « jaune ». A tous les travailleurs, Scargill a demandé



Scargill n'hésite pas à faire appel à la combativité des mineurs mais les enferme dans le corporatisme (AFP).

d'apporter leur soutien financier aux grévistes. Et celui-ci n'a pas manqué non plus.

Mais à aucun moment Scargill n'a demandé aux millions de travailleurs du pays qui, comme les mineurs, sont menacés par l'austérité, de se joindre, pour eux-mêmes, aux mineurs, en se battant à leurs côtés, certes, mais aussi pour leurs propres revendications. A aucun moment, il n'a tenu un langage susceptible de faire craindre à la bourgeoisie et au gouvernement que la grève des mineurs puisse devenir autre chose, une lutte plus large, plus générale et donc plus dangereuse pour la bourgeoisie.

Au contraire, à deux reprises, lorsque les dockers se sont retrouvés en grève par solidarité avec les mineurs, les dirigeants du syndicat des mineurs se sont délibérément opposés aux quelques initiatives spontanées de mineurs qui cherchaient à venir en aide aux piquets de grève des dockers.

Evidemment, pour faire appel à la solidarité active de toute la classe ouvrière, il aurait fallu que Scargill passe par-dessus la tête des appareils syndicaux des autres branches ou corporations, en s'appuyant sur l'immense combativité des mineurs en lutte, et sur le rapport de force créé par eux contre la bourgeoisie dans le pays.

Mais non, Scargill n'a jamais été l'homme de cette politique-là ; il a toujours respecté les appareils. Au lieu d'aller contre la sacro-sainte autorité des appareils syndicaux en s'adressant aux travailleurs par-dessus la tête de leurs dirigeants et en usant de la

force que lui donnait le simple poids des 130 000 mineurs en grève, il a fait le choix de ne rien faire pour sortir les mineurs de leur isolement.

Bien sûr, rien ne dit que la politique que Scargill n'a pas eue, et n'a pas voulu avoir, aurait permis aux mineurs de sortir de leur isolement. Cela dépendait de la façon dont la classe ouvrière britannique aurait répondu à cette politique.

Mais si les dirigeants de la grève des mineurs s'étaient montrés résolus à aller jusqu'au bout, à passer outre aux réticences des appareils syndicaux et à en appeler au reste de la classe ouvrière, le risque d'élargissement du conflit aurait été réel, et cela seul aurait pu inciter le gouvernement à faire le choix de reculer devant les mineurs plutôt que d'avoir à reculer plus tard devant un mouvement plus large.

Seulement Scargill n'a pas voulu incarner une telle politique. Il ne suffit pas d'être prêt à diriger des luttes dures pour être le représentant des vrais intérêts des travailleurs.

Malgré la profondeur et la dureté de leur mouvement, les mineurs paient la politique de Scargill. Ils restent isolés alors qu'ils auraient pu ne pas le rester. Et de ce fait, ils sont moins craints de la bourgeoisie.

Cela ne veut pas dire qu'ils ne peuvent pas gagner. Mais ils sont en situation bien plus difficile pour le faire ; et s'ils gagnent, ce sera au prix d'une grève plus longue et de sacrifices plus durs, probablement, qu'il n'en aurait fallu si toute la classe ouvrière avait été appelée par eux à la rescousse.

F.R.

POLOGNE

La classe ouvrière doit-elle rester calme ou montrer sa force ?

Après l'assassinat du père Popieluszko, toutes les forces en présence en Pologne, pouvoir, Eglise et Solidarité, manifestent aujourd'hui une même préoccupation : éviter l'explosion. Dès le premier jour, à l'annonce de l'assassinat, Walesa a appelé au calme : « Il ne faut pas manifester ni aujourd'hui, ni dans la semaine qui vient, ne pas céder à la provocation ». Et lors de la découverte du corps, il renouvelait solennellement son appel à tous les Polonais « à ne pas manifester dans ces journées de deuil ». « Pour les funérailles du père Popieluszko, a-t-il dit, il faut que règne un silence funèbre et d'espoir. Nous serons tous à l'enterrement et nous espérons que tous ceux qui sont prêts au dialogue seront là aussi », et encore : « Le sacrifice du père Popieluszko, doit devenir un moteur de la paix sociale ». Bien sûr, il est possible qu'en prônant le calme, Walesa et ses amis de Solidarité aient adopté la seule attitude réaliste possible, il est possible qu'actuellement Solidarité soit beaucoup trop faible et que des affrontements ne feraient que d'inutiles victimes.

Mais à voir l'insistance répétée avec laquelle les autorités polonaises appellent elles aussi au calme, à leur façon, en menaçant et en faisant étalage de leurs forces de répression, on peut quand même remarquer que ce qui émeut si fort les autorités, ce n'est pas le fait d'avoir été « débordées » par des policiers ultras, mais la crainte de l'être par la colère populaire. Les autorités polonaises redoutent toujours la mobilisation populaire, elles savent pour avoir vécu cette situation-là pendant un certain temps qu'elles ne font pas forcément le poids malgré tout leur arsenal répressif.

Et c'est vrai en Pologne comme c'est vrai ailleurs, en Afrique du Sud, par exemple, où les flambées de colère, les émeutes des ghettos noirs ne cessent de faire trembler les autorités blanches.

Alors si aujourd'hui la population polonaise respecte les consignes de Solidarité et reste calme, rappelons-nous tout de même que c'est quand elle ne l'était pas, quand la classe ouvrière polonaise faisait grève et tenait les usines qu'elle se trouvait en meilleure posture qu'aujourd'hui. Encore une fois, cela n'indique pas le rapport de force actuel et Walesa est sans doute mieux placé que nous pour l'apprécier.

Mais on ne peut pas non plus oublier que toute la politique de Walesa, depuis le début des événements de Pologne, et encore aujourd'hui, est de faire comme si entre tous les Polonais, quels qu'ils soient, ouvriers ou dirigeants, il y avait des intérêts communs. Et ce n'est pas la meilleure manière de préparer les travailleurs à ce que peut faire l'appareil d'Etat polonais.

Quand Walesa déclare : « Quelqu'un nous a fait à nous tous, depuis le Premier ministre jusqu'à l'homme de la rue, une saloperie », il rejoint les prises de positions de Jaruzelski qui lui aussi a émis l'hypothèse que l'assassinat n'était qu'une provocation visant à déstabiliser son régime.

Quand Walesa déclare : « Les responsables de cette provocation ont certainement prévu les réactions des autorités (...) ils auraient voulu que nous devenions (...) de la chair à canon (...) Nous ne nous laisserons pas manipuler et nous n'allons pas nous mêler aux luttes pour le pouvoir », il appuie en fait

Jaruzelski qui, lui, déclare qu'il faut accepter sa normalisation, car sinon ce sera pire. Laissant entendre que les ultras, ou les Russes, peuvent être tentés de prendre le pouvoir pour serrer encore la vis.

Jaruzelski a peut-être trouvé en la personne de ses policiers tueurs plus salaud que lui. On trouve toujours plus salaud que soi, mais cela ne prouve pas que lui n'en soit pas un aussi. C'est lui qui est venu au pouvoir pour casser militairement l'organisation que s'étaient donnée les travailleurs polonais. Et c'est là que gît le problème.

Car c'est quand la classe ouvrière était une force, qu'elle était mobilisée, qu'elle entraînait la population derrière elle — et cela a duré plus d'un an — qu'il lui aurait été possible alors de travailler à pénétrer, à convaincre des membres de la police, de l'armée. Mais ni Walesa, ni aucun dirigeant de Solidarité n'ont milité pour tenter de saper le pouvoir, y gagner éventuellement des positions sinon le travailler par toute une propagande en direction de l'appareil d'Etat. Mais cela, non seulement ils ne l'ont pas fait, mais ils ne l'ont pas voulu. Ils n'ont pas préparé la population au risque de coup de force militaire. La classe ouvrière a été prise au dépourvu et c'est autant cela que la répression qui a contribué à la désorganiser, à démoraliser certains de ses militants.

Et aujourd'hui encore Walesa poursuit la même politique. Entre Polonais, on peut s'entendre, il faut le dialogue, la paix sociale parce que nous sommes entre Polonais, parce qu'il y a « les Russes », l'Occident...

Comme si, dans les luttes sociales, surtout lorsqu'elles prennent l'envergure qu'elles ont eue en 1980 en Pologne, on pouvait s'arrêter à mi-chemin et conclure un accord ; ou on se prépare et on prépare les militants, la classe ouvrière, à aller jusqu'au bout, à faire la révolution ; ou bien on fait preuve de faiblesse, on s'arrête en chemin et, en face, le pouvoir en profite.

Toute la politique de Walesa a été de cautionner les autorités polonaises, tout en les combattant. Mais en prônant la convergence d'intérêts entre les autorités polonaises et l'opposition ouvrière, au nom de la Pologne éternelle, Walesa désarme les travailleurs qui lui font confiance et leur prépare de nouvelles défaites.

Cécile BERNIER



Le curé Popieluszko (AFP).

INDE

Le Sikh du destin

Nous ne sommes pas de ceux qui pensent que les travailleurs ou les peuples, aussi bien des Indes que du monde entier, doivent pleurer Mme Indira Gandhi.

L'exécution d'Indira Gandhi, fusillée à bout portant par ses gardes du corps n'a surpris que ceux qui faisaient semblant de croire au mythe d'une Inde pays démocratique.

Ses assassins entendaient lui faire payer les centaines de morts tombés il y a quelques mois, lors de l'assaut donné, sur son ordre, par l'armée au temple où s'étaient réfugiés les extrémistes religieux du mouvement sikh.

Les sikhs, minorité très représentée dans la bourgeoisie indienne, avaient longtemps bénéficié d'un traitement de faveur de la part de l'Etat indien qui y recrutait une bonne partie des cadres de son armée et de ses forces répressives. Et jusqu'aux gardes du corps du Premier ministre !



Mais même si les balles qui ont frappé Indira Gandhi sont venues de l'extrême-droite, celle qui fut à plusieurs reprises et durant dix-sept années le dictateur d'un pays de 700 millions d'habitants avait si souvent lancé son armée contre les pauvres, dispersé des manifestations et brisé des grèves à coups de bâton et de fusil, que les opprimés n'avaient aucune raison de la regretter.

La dame de fer de New Delhi a eu moins de chance que celle de Brighton : les extrémistes du Pendjab ne croyaient pas à l'immortalité des vaches.

CHILI

Succès de la grève du 30 octobre

La grève du 30 octobre a été un succès. Les transports en commun de la capitale et des grandes villes du Chili ont été paralysés. D'après le correspondant du Monde, à Santiago des groupes d'habitants des quartiers pauvres étaient dès le matin à l'œuvre pour convaincre les chauffeurs des autobus de cesser le travail. Les écoles sont restées désertes et les magasins ont baissé leur rideau.

Certes dans les mines de cuivre, où une précédente grève s'était soldée à l'été 1983 par le licenciement de 465 travailleurs, le travail n'aurait pas cessé. De même dans l'industrie du pétrole. Mais dans l'ensemble l'ampleur de la grève paraît avoir surpris les dirigeants de l'opposition eux-mêmes. Malgré la répression qui ne faiblit pas (neuf manifestants ont été tués cette fois lors des manifestations), malgré ce que peut représenter la perte de son emploi dans un pays où 30 % des travailleurs sont au chômage, les grandes villes ont été paralysées.

Le mot d'ordre de grève avait été lancé par le Commandement National des Travailleurs, qui regroupe des dirigeants syndicalistes comme Rodolfo Seguel, qui dirige le syndicat des mineurs de cuivre. Le Parti Communiste, la gauche du Parti Socialiste et le MIR avaient eux aussi appelé à la grève. Par contre l'Alliance Démocratique, qui dépend du Parti Démocrate Chrétien, ne s'est ralliée qu'au dernier moment au mot d'ordre, du bout des lèvres, après avoir commencé à le critiquer.

Le succès de cette grève témoigne de la combativité des travailleurs chiliens, qui ont une fois de plus répondu « présents », comme lors des précédentes « protestas » qui ont eu

lieu depuis un an et demi. Mais le problème, c'est que cette lutte que de nombreux travailleurs ont déjà payée de leur sang est conçue par les différents partis politiques comme un moyen de pression pour mener leur jeu.

Du côté de la droite, et notamment de l'Alliance Démocratique dirigée par la Démocratie Chrétienne, il s'agit de forcer la dictature à discuter. Et du côté des partis de gauche, la mobilisation populaire sert à tenter de prouver à la droite qu'ils lui sont nécessaires.

Il est d'ailleurs des opposants très réactionnaires à la politique de Pinochet qui pensent à jouer cette carte. Ainsi le général Gustavo Leigh, l'un des principaux organisateurs du putsch militaire de 1973, qui fut jusqu'en 1978 numéro deux de la junte au côté de Pinochet, avant d'être débarqué, vient de déclarer dans une interview au journal du PCF *Révolution* : « Les vieux généraux comme moi se sont formés et ont vécu au contact de la vie civile. Nous avons vu la naissance du Parti Communiste, qui ne nous a jamais inquiétés en tant que force politique. » Et le général d'ajouter : « Le peuple a faim. Un soulèvement peut se produire ; il y aurait un bain de sang ; les communistes n'y seraient pour rien. Les gens ont faim, c'est tout ! On est sur le point de perdre le contrôle des poblaciones » (les bidonvilles qui entourent la capitale).

Le problème crucial qui se pose aux travailleurs chiliens, qui mènent l'essentiel du combat contre Pinochet et en payent le prix, est aujourd'hui de savoir s'ils sauront et pourront s'organiser de façon à ne pas tirer les marrons du feu pour la bourgeoisie et ses politiciens de droite comme de gauche.

Pierre VERNANT

□ CHAUSSON (Gennevilliers)

La CGT recule aux élections professionnelles

Les élections des délégués du personnel qui ont eu lieu à Chausson Gennevilliers, mardi 23 octobre, ont été marquées cette année par un net recul de la CGT, au bénéfice principalement de la CFDT ainsi que de FO.

Cette usine de Gennevilliers était il y a quelques années un bastion de la CGT, avec un fort appareil et de nombreux militants. Cela dit, la situation de ce syndicat s'était effritée, surtout après les cinq semaines de grève de janvier-février 1983 où les travailleurs, sur l'usine H notamment, avaient déjà désavoué l'attitude des dirigeants CGT dans la grève.

La politique de la confédération CGT et des dirigeants de l'usine Talbot, au moment des luttes contre les licenciements de 1 905 travailleurs, avait particulièrement touché ceux de Chausson, en grande majorité immigrés. A cette époque d'ailleurs, un certain nombre de militants CGT, surtout dans les ate-

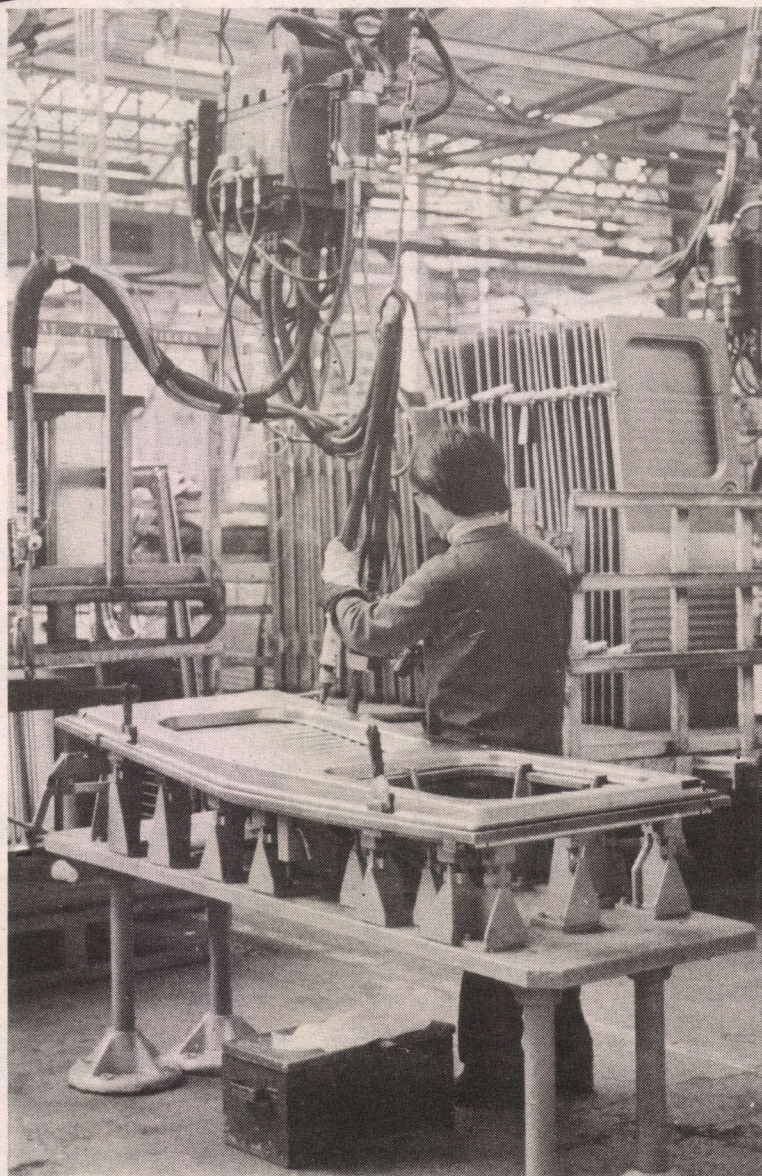
liers d'OS de l'usine H, qui avaient participé activement au comité de grève en 1983, avaient manifesté leur désaccord avec cette politique en envoyant une lettre à la confédération CGT. Cela leur avait valu d'être mis à l'écart de leur syndicat et cela avait été mal pris par de nombreux ouvriers de Chausson qui appréciaient ces militants. Leur présence, cette année, sur la liste CFDT, explique en partie le succès de la section CFDT sur les deux usines G et H dans ces élections.

Au lendemain de ces élections, dans les assemblées d'information faites pour donner les résultats, beaucoup de travailleurs ont tenu à montrer leur satisfaction d'avoir marqué le coup. Comme le disaient certains ouvriers professionnels, électeurs traditionnels CGT et qui avaient cette fois voté CFDT : « Ils nous prennent pour des c..., disent blanc un jour, noir le lendemain et mettent dehors ceux qui ne sont pas d'accord... ».

Correspondant LO

Résultat des élections professionnelles à Chausson Gennevilliers - 1^{re} collège (en pourcentages)

	Usine H			Usine G			Total		
	CFDT	CGT	FO	CFDT	CGT	FO	CFDT	CGT	FO
1983	47,6	44,2	8,2	20,8	62,7	16,4	32	55	13
1984	53,4	32,1	14,4	41,1	36,5	22,3	46	34,7	19,2
Variation	+ 5,8	- 12,1	+ 6,2	+ 20,3	- 26,2	+ 5,9	+ 14	- 20,3	+ 6,2



□ ALSTHOM (Belfort)

Avec les recommandations de la maison

AVIS

AUX EMPLOYEURS

Du fait de la baisse de ses programmes ALSTHOM-ATLANTIQUE BELFORT ne peut cette année recruter comme d'habitude les 104 excellents apprentis que son CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS a formés et qui ont brillamment réussi leur CAP en 2 ans.

Dès lors elle souhaite que des employeurs nombreux fassent des offres par son canal aux :

- 31 ajusteurs
- 15 fraiseurs avec formation complémentaire
- 9 tourneurs
- 23 chaudronniers
- 24 soudeurs tous procédés (chalumeau, arc, semi-automatique, argon)
- 2 électromécaniciens

disponibles dès maintenant et qu'elle recommande vivement.

Pour tous renseignements concernant une éventuelle embauche, téléphoner au (84) 55.28.69 (M. Lichtin) ou 55.17.90 (M. Geng) ou écrire à ALSTHOM-ATLANTIQUE Centre de Formation d'Apprentis 90001 Belfort.

Voici la publicité qu'Alsthom-Atlantique (Belfort) a fait paraître dans plusieurs quotidiens régionaux du pays, comme par exemple dans le *Républicain Lorrain* du 14 octobre. C'est fou ce que la direction aime les apprentis qu'elle a formés, une fois qu'elle les a mis dehors.

□ CEPEM (Orléans)

Salaires bloqués conditions de travail aggravées

Après 402 licenciements dans les ateliers en juin dernier, la CEPEM a annoncé la suite dès le retour des vacances : 172 licenciements dans les services commerciaux, qui seront échelonnés jusqu'en juillet 1985.

Dans les ateliers, ce qui est au centre des préoccupations ce sont les problèmes liés au passage en équipes et à 35 heures. Nous travaillons moins longtemps et nous sommes 400 de moins. Mais la produc-

tion n'a pas diminué en proportion : les cadences ont augmenté considérablement.

Mais en même temps il y a des creux dans la production, qui font planer la menace de nouvelles périodes de chômage technique. La direction vient d'annoncer qu'il n'y en aurait pas d'ici la fin de l'année. Et la réaction dans les ateliers était : « C'est l'absentéisme qui nous a sauvés ». En effet, depuis le pas-

sage en équipes en septembre, il y a 20 à 30 % d'absents.

Pour ce qui est des salaires, il n'y a eu aucune augmentation en 1984, et aucune n'est prévue. La direction vient d'attribuer une prime exceptionnelle de 350 F à tous les travailleurs, pour soi-disant compenser les problèmes posés au moment du passage en équipes. Nous sommes loin du compte !

Correspondant LO

ECHOS DES ENTREPRISES

L'EMBAUCHE, C'EST POSSIBLE

Au F8M, depuis le début de l'année, c'est plus de 11500 heures supplémentaires qui ont déjà été faites.

Certaines blouses viennent nous demander de venir travailler le samedi, alors que personne ne sait si le bâtiment sera fermé ou non à la fin de l'année.

Mais le pire, c'est quand on fait un rapide calcul : on se rend compte que 11500 heures cela fait du travail pour 6 chômeurs à temps complet pendant un an.

Après cela, la direction dira qu'elle n'a pas les moyens d'embaucher !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière RNUR-Cléon.

FAUDRAIT SAVOIR !

Dans certains secteurs, la maîtrise a demandé aux compagnons de venir le vendredi 2 novembre pour le pont de la

Toussaint : il y a du travail qui presse.

Après avoir fait tout un cinéma pour nous imposer les cinq jours de la 5^e semaine, sous prétexte qu'elle voulait fermer l'entreprise lors de ces ponts, la direction vient nous demander de lui « rendre service ». La seule réponse qu'elle devrait entendre, c'est d'aller se faire cuire un œuf.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière RVI Lyon Vénissieux.

LA DIRECTION A LE PONT-PONT

La direction n'est pas revenue sur sa décision de fermer l'établissement entre Noël et le jour de l'an. Et elle fait de nouvelles propositions sur les modalités.

Pour les 26, 27 et 28 décembre, on pourrait les couvrir sur le reliquat 1984, entamer nos congés supplémentaires ou principaux de l'année 1985. Les 24 et 31 seraient transformés en ponts payés mais récupérés à raison

d'une demi-heure par jour, soit sur 28 jours.

C'est donc toujours à nous qu'elle demande de supporter son intention de fermeture, avec une nouveauté cette fois-ci : faire des heures supplémentaires en 1985 après une semaine de fermeture en 1984.

Elle en fait trop. Il n'y a pas plus de raisons de lui donner satisfaction.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Renault CTR - Rueil.

MÂLES PAYÉES

L'égalité des salaires hommes-femmes existe-t-elle à VIA ? Il ressort, d'après le bilan social de la direction, qu'il vaut mieux être cadre et homme, qu'employée et femme. Il y a une différence mensuelle moyenne de 80 F en faveur des hommes pour les employés, 100 F pour les AM et 1.300 F chez les cadres. Quant à la direction,

pas de problème de différence : c'est un club masculin très privé.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière VIA-Assurances.

PETITES ECONOMIES POUR GRANDES DÉPENSES

Chaque jour, chaque semaine, il est demandé à chacun de nous d'indiquer le temps passé par carte, afin de calculer son prix de revient. Pour diminuer son coût, il nous est même imposé de ne pas téléphoner plus de deux minutes, de passer le moins de temps possible à l'appareil à café, de ne pas discuter, de ne pas se promener, etc.

C'est que ça coûte cher d'aller livrer en personne dans un petit « attaché-case » des cartes aux clients aux quatre coins du monde !

Là, la direction ne regarde pas à la dépense. Par contre nos pauses-café lui restent en travers de la gorge.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière IBM - Pessac Canéjan.

□ THOMSON (Levallois)

300 travailleurs débrayent pour les salaires

Alcatel-Thomson-Faisceaux-Hertziens à Levallois est maintenant une filiale du groupe CGE. Comme filiale indépendante, la direction, suivant les lois Auroux, se doit de discuter une fois par an des salaires. Et le 12 octobre elle a reçu les organisations syndicales. Les réponses de la direction sont éloquentes : « Pour 1984 vous aurez ce que donne Thomson et en 1985 ce que donnera la CIT-ALCATEL. Et de toute façon nous sommes nationalisés ; alors, c'est le gouvernement qui décide. »

Après le compte rendu des organisations syndicales, les commentaires dans les ateliers sont allés bon train. D'autant que le gouvernement venait d'annoncer que les fonctionnaires n'auraient que 3 % en 1984.

Nous avons eu jusqu'à maintenant 4,5 % et personne ne se faisait guère d'illusions pour un éventuel rattrapage pour 1984. Aussi dans les ateliers une minorité de travailleurs au début a commencé à dire tout haut ce que beaucoup pensaient tout bas : la direction se moque de nous. Il faudrait lui montrer que nous ne sommes pas d'accord. Nous en avons assez de perdre depuis trois ans notre pouvoir d'achat... Et l'idée d'un débrayage a fait son chemin.

Le mécontentement s'est accru dans les ateliers et sur les plates-formes d'essai, et a mis les syndicats d'accord, y compris les plus hésitants. Après un appel de FO, la CFDT et la CFTC le lundi 29 octobre, la CGT s'est ralliée à l'appel le matin du débrayage. Si bien

que le mardi, à l'occasion d'une nouvelle réunion salaires convoquée par la direction, près de 300 travailleurs des secteurs de production ont débrayé pour aller dire son fait au patron.

Au cours de ce débrayage les travailleurs ont acclamé la revendication de 500 F pour tous. Ils ont appris que la direction leur préparait pour 1986 un nouveau coup de Jarnac : l'annualisation des salaires, c'est-à-dire le salaire fixé au 1^{er} janvier, quelles que soient les hausses des prix de l'année.

C'est le plus important débrayage depuis plusieurs années, à la Thomson Levallois. Les participants l'ont remarqué et ils ont décidé de remettre cela, en étant plus nombreux, la semaine prochaine.

Correspondant LO

□ UAP (Paris)

Le chamboule-tout

Vendredi 26 octobre, au cours d'un CCE extraordinaire, Yvette Chassagne, présidente de l'UAP, annonçait un projet de restructuration qui touche de nombreux immeubles de l'UAP à Paris.

Le projet envisage d'envoyer les 850 employés de la rue Jules-Lefebvre (Paris 9^e) à la Tour Assur. 600 employés de la rue Le Peletier (Paris 9^e) iraient rue Jules-Lefebvre et 300 employés de la Tour Assur (secteur Réassurance étranger outre-mer) devraient quitter La Défense pour la place Vendôme, la direction créant du même coup une filiale UAP Internationale.

Ça, c'est pour les déménagements. Quant à la logique qu'il

y a derrière tous ces chamboulements — s'il y en a une — on l'ignore. En tout cas, la direction n'a pas voulu l'avouer. Au cours du CCE, les employés du secteur Réassurance étranger outre-mer ont fait irruption dans la salle, justement pour demander des éclaircissements à Yvette Chassagne, qui s'est aussitôt enfuie par une porte dérobée : une manière comme une autre de démontrer que sa restructuration, c'est sur le dos du personnel qu'elle compte la faire.

Dans les autres immeubles, la réaction a aussi été à la mesure de la surprise provoquée par cette nouvelle. Dans l'après-midi, deux assemblées générales se sont tenues à Le

Peletier et à Jules-Lefebvre, regroupant 400 et 600 personnes, ce qu'on n'avait pas vu depuis longtemps.

A Le Peletier, on voit dans cette restructuration une menace très sérieuse pour l'avenir, le déménagement à Jules-Lefebvre étant ressenti par beaucoup comme une première étape vers une mutation à la Tour Assur, « la tour infernale où personne ne veut aller ».

L'état d'esprit n'est donc pas à la passivité et l'assemblée a voté à une grande majorité de débrayer mercredi matin, pour aller demander des explications au Comité d'entreprise qui doit se tenir à Le Peletier. A suivre.

Correspondant LO

□ HOPITAL DE RAMBOUILLET

La coupe déborde

Depuis plusieurs mois nos conditions de travail ne cessent de se dégrader. Elles n'étaient déjà pas fameuses avant. Mais depuis l'arrivée du nouveau directeur, qui agit d'ailleurs de concert avec le maire RPR de Rambouillet, lequel préside le conseil d'administration de l'hôpital, cela devient franchement invivable.

La compression des effectifs, qui est la seule politique que connaisse la direction, aboutit à des effets catastrophiques : les agents malades ne sont pas remplacés, pas plus d'ailleurs que ceux en congés. C'est ainsi qu'on se retrouve parfois l'après-midi à deux (une infirmière et un aide-soignant) dans un service de chirurgie avec 27 hospitalisés sur les bras ; ou bien à deux agents hospitaliers, sans soignants, un après-midi dans un service de « chroniques ».

Dans une des maisons de retraite, nous ne sommes bien souvent que 6 pour faire la toilette de 43 pensionnaires, et en plus il n'y a qu'un gant de toilette pour 3 vieillards ! La nuit c'est encore pire : une aide-soignante pour surveiller 41 lits aux « chroniques » ; en chirurgie, un infirmier par étage. Ces exemples tendent à devenir la règle, surtout le week-end. On nous oblige aussi à effectuer des coupures : 7 h à 12 h et 17 h à 20 h, c'est-à-dire double transport, doubles frais et double fatigue dans la même journée. Il est bien rare que nous ayons maintenant plus d'un week-end sur 3 ou 4, alors qu'avant un sur 2 c'était la règle. Et il n'est pas rare qu'on nous refuse un repos hebdomadaire à la veille de le prendre, faute de personnel. Quant aux vacances, la

direction a l'intention de les saucissonner en tranches, aux périodes qu'elle décidera. Dernière invention il serait question de nous faire faire les 3x8, pour nous « rentabiliser » encore plus.

Cette dégradation de nos conditions de travail, aggravée par les économies sordides de la direction qui nous obligent à ruser pour avoir le matériel minimum pour pouvoir travailler (les couches pour les personnes âgées, le linge, le matériel de laboratoire...), toute cette accumulation, jointe au mépris dans lequel on nous tient, a commencé à faire déborder la coupe. Le 15 octobre au moment de la réunion du CHS, le lendemain au moment de la réunion du conseil d'administration, nous étions nombreux à l'appel de la CGT à venir manifester notre ras-le-bol et à demander des embauches immédiates.

La grève nationale du 25 octobre de la fonction publique a été assez bien suivie. Des collègues, contraints d'assurer le service minimum, se sont néanmoins déclarés solidaires. Enfin une conférence de presse a été organisée par la CGT le 26 octobre, pour faire connaître à la population, par l'intermédiaire de la presse, et en particulier de la presse locale, la dégradation des conditions de travail du personnel et ce qui en résulte pour les malades. A cette conférence, la direction avait jugé bon de se montrer... entourée de quelques... « fonctionnaires » des renseignements généraux. Cela ne nous a pas empêchés de dire aux journalistes ce que nous avions sur le cœur. Et là encore, nous étions quelques dizaines avec les délégués syndicaux.

□ RHONE-POULENC (Vitry)

Grève des travailleurs de l'entreprise de nettoyage Lideda

Les travailleuses et travailleurs de l'entreprise extérieure de nettoyage LIDEDA ont fait grève pendant quatre jours pour obtenir une augmentation de 500 F pour tous.

Ce sont 72 personnes, dont une majorité de femmes, qui sont employées sur le site de Rhône-Poulenc Vitry. Ce personnel est chargé de l'entretien des labos, de la vaisselle du matériel de laboratoire et aussi du net-

toyage des parties communes.

LA GREVE DE 1980

Déjà en 1980, les travailleurs s'étaient mis en colère pour obtenir les mêmes droits que les femmes de ménage embauchées par Rhône-Poulenc surtout en matière de salaire. Il faut dire qu'à l'époque, il y avait en moyenne 600 F d'écart entre les salaires LIDEDA et ceux de Rhône-Poulenc.

Après trois jours de grève avec la totalité du personnel, ils avaient obtenu l'alignement de leur paie sur celle de Rhône-Poulenc.

Ceci étant, aujourd'hui ils n'ont toujours pas les mêmes acquis que le personnel Rhône-Poulenc en matière de prime de vacances, d'indemnisation des jours de maladie, de prime d'ancienneté.

LA POLITIQUE DE RHONE-POULENC

Depuis maintenant des années, la politique de la direction de Rhône-Poulenc est de remplacer systématiquement le personnel de nettoyage Rhône-Poulenc par du personnel LIDEDA. En fait une heure de femme de ménage Rhône-Poulenc lui coûte 103,20 F, alors

qu'une heure LIDEDA lui coûte 65,58 F (chiffre du CE du 29/2/84).

LA GREVE POUR LES SALAIRES

Ce qui a mis en colère les travailleurs et travailleuses, c'est qu'avec leurs 4 000 F net par mois ils n'arrivent pas à s'en sortir.

Jusqu'au deuxième jour de grève, le patron de LIDEDA s'est montré arrogant, refusant même de venir de Paris pour rencontrer les grévistes sur le site de Vitry. Seulement, le jeudi 25 octobre, voyant que la grève se poursuivait, il a changé de ton et s'est rendu dans la salle où se réunissaient chaque jour les grévistes.

Tout au long de leur mouvement, les grévistes — une quarantaine — se

réunissaient chaque jour et décidaient de la conduite de leur mouvement. Ils sont passés dans les services pour vérifier si leur travail n'était pas fait et aussi pour tenter de gagner les non-grévistes.

Après quatre jours de grève, les grévistes ont décidé à la majorité de suspendre leur mouvement, jugeant qu'ils ne pouvaient pas renforcer leur grève. Il faut dire que, contrairement à 1980, une vingtaine de personnes n'étaient pas en grève, ce qui a empêché de bloquer la totalité du travail.

En tout cas le patron, qui pleurait misère et disait au début qu'il n'avait pas un sou, a lâché une augmentation de 150 F pour le seul mois de novembre. Corresp LO

□ SNCF

Serrage de vis contre militants ou grévistes

Dépôt Paris-La Chapelle

Un beau matin, un délégué du personnel CGT au dépôt de Paris-La Chapelle recevait une « demande d'explication » de la part du chef de dépôt pour un arrêt considéré comme intempestif (parce que fait sans bon de délégation) dans le local intersyndical où il était entré dire bonjour et échanger quelques mots. Rien que de très naturel et habituel là-dedans, quand même... jusqu'à aujourd'hui.

A l'attitude du chef de dépôt, les travailleurs ont répondu en signant largement la pétition de protestation que ce camarade faisait immédiatement circuler : en quelques jours, elle recueillait 120 signatures (dont celle de 6 chefs de l'atelier), soit la quasi-totalité des ouvriers sollicités sur 170 travailleurs environ que compte

l'atelier. Une trentaine, dont deux chefs signataires, allaient ensuite la déposer sur le bureau du chef, marquant leur hostilité à ces nouvelles pratiques qui relèvent autant de la mesquinerie que d'une tentative d'intimidation des militants du dépôt et, au-delà d'eux, de tous les travailleurs.

Le prétexte à la « demande d'explication » était tellement mince que c'est pour avoir répondu à celle-ci avec quelques jours de retard — le temps de collecter les signatures — que le chef a décidé contre le travailleur un « blâme avec inscription au dossier »...

Comme quoi aussi, il a besoin d'autre chose que de signatures pour être ramené à la raison.

Correspondant LO

Grève aux cars André Gaubert à Saint-Ouen et Saint-Denis

Mercredi 24 octobre, à 3 h 30 du matin, les travailleurs (une trentaine) ont déclenché un mouvement de grève illimité au 65, rue Charles-Michel à Saint-Denis.

Nous avons interrogé les grévistes sur les raisons de leur mouvement. Voilà ce qu'ils ont raconté.

« Si ce mouvement a eu lieu à cette date précise, cela était dû au fait que Monsieur Gaubert et Madame Raynald s'en sont pris à certains adhérents de la FNCR (Fédération Nationale des Chauffeurs Routiers), en les menaçant de les licencier pour faute professionnelle, alors qu'en fait, il ne s'agissait que d'éliminer des gens ayant une appartenance syndicale, en évoquant des fautes comme moteur cassé, dégradation de matériel, alors que c'est faux, et que nous considérons cela comme un sabotage de la direction.

Si la grève a eu lieu, cela est dû aux conditions de travail inadmissibles qu'on subissait, brimades, manque de respect, menaces,

persécutions, licenciements. Et impossibilité de protester contre quoi que ce soit. Par exemple, quand nous demandions des explications sur les payes, on ne cherchait même pas à discuter. La seule réponse que nous obtenions, c'était : si vous n'êtes pas content, la porte est ouverte.

Le patron profite du fait qu'une fraction importante d'entre nous sont des travailleurs immigrés (80 %), ayant souvent du mal à s'exprimer, pour nous faire ses vacheries.

Le matin, la journée de travail est très longue. Par exemple, à 6 h du matin, pointage au dépôt, et cela peut se terminer à 18 h 30 ou même 19 h 30, avec parfois pas même le temps de s'arrêter pour déjeuner. Tout cela dépend des lignes, bien entendu.

Alors, voilà pour quelles raisons nous bloquons plus de 32 cars sur les quais et que nous attendons que Monsieur Gaubert négocie et accepte nos revendications. »

Région Paris-Saint-Lazare

Sur la région Paris-Saint-Lazare, la direction de la SNCF continue à se venger, plus de cinq mois après les grèves de mai dernier. Les cheminots avaient alors protesté contre les nouveaux horaires, défavorables, que la SNCF mettait en place pour appliquer la semaine de 35 heures à certaines catégories de personnel.

Sous prétexte que le préavis de grève n'était pas légal, la direction avait alors donné plusieurs centaines de blâmes aux agents de la région. Puis elle avait choisi entre 20 et 30 cheminots impliqués dans l'occupation des postes d'aiguillage de Bécon, La Garenne et Asnières, et le blocage des trains qui s'en était suivi, pour leur infliger à cha-

cun une sanction de 3 jours de mise à pied. Mais elle avait dû elle-même annuler deux de ces sanctions pour n'avoir pas respecté la procédure légale.

C'est en ce moment même que ces sanctions sont appliquées, c'est-à-dire, là aussi, en dehors des délais légaux qui prévoient un maximum de trois mois après les faits. Mais la SNCF s'estime au-dessus des lois !

Tout cela ne lui suffit d'ailleurs pas, puisqu'elle vient de décider de s'attaquer plus spécialement à l'un des grévistes qui s'était mis en avant en mai dernier. Pour l'isoler, elle veut le muter dans la plus petite gare du secteur où il se retrouverait seul, sans aucun contact

avec d'autres cheminots. Elle a profité d'une interrogation de sécurité de routine pour refuser à ce camarade l'habilitation de sécurité correspondant au travail qu'il effectue depuis des années. Il faut dire que l'appréciation de ce genre de contrôle est entièrement laissée à l'arbitraire du chef de gare. C'est donc un moyen commode que la direction a trouvé pour prétendre que ce camarade ne faisait pas l'affaire à son poste et déguiser une sanction disciplinaire en mutation réglementaire. Mais personne n'est dupe de ce procédé scandaleux.

Si la direction réussit ce mauvais coup, il est d'ailleurs probable qu'elle a d'autres cheminots dans le collimateur.

Correspondant LO

□ THOMSON (Vélizy)

Débrayage contre un licenciement

A la Thomson, à Vélizy, qui travaille en grande partie pour l'armée, on ne parle pas de chômage pour l'instant. Mais cela n'empêche pas la direction de profiter du climat général pour essayer de donner un tour de vis, et de licencier des travailleurs.

Ainsi, il y a un peu plus de quinze jours, un travailleur de l'équipe de nuit a été licencié sous prétexte qu'il se serait fait pointer plusieurs fois par quelqu'un d'autre, au cours du dernier trimestre. Parce que la Thomson aurait été soi-disant « volée » de quelques heures de travail, elle l'a mis à la porte sans avertissement préalable.

C'est cela qui a déplu à beaucoup d'entre nous : jamais il n'avait eu la moindre remarque, ni reçu le moindre avertissement de la part de ses chefs. Et ce sont les mêmes qui, découvrant au bout de plusieurs mois qu'il y aurait eu fraude, le privent brutalement de son gagne-pain.

Aussi, dès l'annonce de son licenciement, un premier débrayage de protestation a eu lieu jeudi 18 octobre, après qu'une vingtaine de réunions d'information se soient tenues dans les ateliers. Il a regroupé quelque 200 personnes — soit un travailleur sur six.

Conscients de n'être qu'une minorité, nous n'étions cependant pas prêts à en rester là et à accepter ce licenciement. Aussi, en essayant entre-temps d'élargir le mouvement, les syndicats CGT et CFDT ont appelé à un autre débrayage pour le lundi suivant. Il faut dire qu'en plus, la direction a engagé des poursuites contre un représentant syndical CGT au Comité d'établissement, et le menace de licenciement, parce qu'un panneau mobile d'information a été installé à la cafétéria, et que l'huissier venu constater les faits à la demande la direction s'est plaint d'avoir été maltraité.

Lundi 22 octobre, nous étions à peu près le même

nombre à débrayer. Là, il a été décidé de faire circuler une pétition de protestation, qui a recueilli six cents signatures et, jeudi, nous avons débrayé une troisième fois pour aller la porter à la direction.

Un certain nombre de licenciements pour des motifs douteux, sous une forme ou une autre, étaient passés sans réaction. Plusieurs fois, à Vélizy, des travailleurs avaient été renvoyés — soit à la fin de leur essai, sans motif, soit parce qu'au bout de plusieurs mois qu'ils travaillaient sur un poste en tant que temporaires, la Thomson mettait quelqu'un d'autre à leur place. Mais là, la réprobation des travailleurs n'est pas passée inaperçue. Alors, bien sûr, il en faudra plus pour faire revenir la Thomson sur sa décision, mais on a quand même montré qu'on n'était pas que des machines à fabriquer des composants électroniques.

Correspondant LO



Licenciements et fermetures d'entreprises en Auvergne

Ces dernières semaines, une série d'entreprises sont sur le point de fermer, ou de licencier massivement. Après les difficultés de Dunlop, en état de survie, avec la moitié des effectifs — et 5 000 emplois en moins chez Michelin —, c'est le tour de la région d'Issoire-Brassac, à une quarantaine de kilomètres de Clermont-Ferrand, de subir les effets de la crise, avec la fermeture des mines et les licenciements chez Ducellier.

Voici les principaux points noirs actuels :

A Saint-Eloy-les-Mines, à trente kilomètres de Montluçon, les mines sont fermées complètement depuis plusieurs années, et à la place, sous l'appellation pompeuse de « pôle de reconversion », les élus giscardiens, qui sont majoritaires là-bas, ont obtenu l'installation d'une entreprise moyenne : Everitube avec 250 salariés — ainsi qu'une autre usine, Esba, qui devait employer de la main-d'œuvre féminine dans le textile. Esba a disparu au bout de quelques mois, avec un bilan de faillite, et un peu plus de déception et de problèmes locaux. Quant à Everitube, elle a tenu moins de deux ans : depuis fin 1983, l'usine ne produit plus rien et,

depuis le 1^{er} octobre, elle n'existe plus juridiquement !

Il reste actuellement 160 salariés et un peu de sous-traitance, qui font vivre un millier de personnes. Les différents « plans sociaux » ont consisté à donner des centaines de millions de centimes aux patrons qui les ont fait mystérieusement disparaître, et à licencier régulièrement des dizaines de travailleurs. Ces jours-ci, on liquide ceux qui restent : 41 licenciements de plus, et une vingtaine de personnes envoyées en stage de formation.

Voilà un bel exemple de gâchis financier. La CGT locale estime que plus d'un milliard d'anciens francs ont été gaspillés par la direction, milliard versé par le département, le



reconversion, même provisoire, n'est envisagée. Alors les réactions se font jour. A l'appel des élus, maire giscardien en tête, des syndicalistes, de députés et conseillers municipaux socialistes, des manifestations se succèdent. Samedi 20 octobre, la petite cité minière a été totalement paralysée par une manifestation importante, et quelques dizaines de mineurs en tenue, lumière au casque, sont venus ensuite à la préfecture à Clermont, offrir au préfet de région... un bloc de houille. Un comité de sauvegarde de la mine s'est constitué et il est question de dresser à la fin de l'année un bilan de l'exploitation, en vue de renégocier le maintien de la mine avec les Charbonnages de France. Les syndicats, par ailleurs, réclament des primes de survie, des subventions auprès du Conseil régional, ou la possibilité de mutation d'une partie du personnel, les plus jeunes, dans les services de l'EDF.

C'est dans l'extrême sud du département, à la limite de la Haute-Loire, que la situation s'est le plus dégradée. Issoire, Brassac, Vergongheon, Brioude : ces petites villes forment le bassin du Val d'Allier, dont l'économie reposait sur deux éléments : la mine, surtout à Brassac, qui est définitivement fermée depuis longtemps, et les usines Ducellier, qui construisent de l'équipement électrique de voitures : phares, batteries, démarreurs pour Renault, Peugeot et Citroën notamment.

Jusqu'en 1978-1980, Ducellier occupait plus de 6 000 travailleurs : aujourd'hui, il en reste à peine 4 000 ; 970 suppressions d'emplois, dont 350 licenciements, viennent encore d'être annoncées le vendredi 19 octobre. Cela fait suite à des centaines de suppressions d'emplois, des pressions continues pour des départs volontaires : « Votre mari travaille, osent dire des chefs à des mères de famille, alors, restez donc chez vous pour vous occuper de vos enfants ». Il y a un chômage technique très important : depuis le printemps 1982, chaque usine ferme une semaine par mois, avec évidemment perte de salaire, et inquiétude permanente de perdre sa place.

La situation économique de Ducellier dépend certes du marché de l'automobile, mais il y aurait, semble-t-il, de « grosses erreurs de gestion ». Traduisons : des salaires très élevés versés à des cadres et à la direction, de l'ordre, dit-on, de 50 millions de centimes par mois ! Tandis que des milliers de femmes non qualifiées et travaillant sur les chaînes sont payées juste au SMIC, quelle que soit leur ancienneté. Il faut remarquer l'absence de modernisation : des installations dépassées par les techniques de l'électronique. Mais aussi les problèmes posés par le personnel très inégalement réparti : si à Issoire dominent des anciens, avec des syndicats modérés — conséquence, il est vrai aussi, d'une répression syndicale renouvelée —, à

Grosménil-Vergongheon, il s'agit de jeunes, plus combattifs, et qui ont occupé l'usine à plusieurs reprises, ou ont multiplié les grèves.

Et on comprend alors que parmi les 350 licenciés, le gros bataillon provienne justement de ce secteur, et que 80 % des licenciés soient des syndiqués ou des militants de la CGT, une CGT qui criait victoire il y a quelques semaines, lorsque le groupe bien « français » Valéo a pris tout le contrôle des actions, rachetées à la société anglaise Lucas. Il y a eu une manifestation, à Brassac et à Sainte-Florine, avec une montée à Clermont en voiture : comme pour les cas de Messeix ou de Saint-Eloy, ou de Mont-Louis, c'est toujours le même scénario : délégation à la préfecture, promesse de transmettre le dossier sur le bureau du ministre concerné, appel financier auprès du Conseil régional et des employeurs pour les décider à installer n'importe quoi, pourvu que la colère des gens s'apaise si on peut leur annoncer quelques dizaines d'emplois « nouveaux ».

Les réactions ont été limitées sur le moment : occupation très provisoire de la sous-préfecture d'Issoire et de la gare de Clermont, pendant une heure.

Mais le PCF et la CGT se sont mobilisés à fond ces jours-ci : ils ont organisé une manifestation d'un millier de personnes à Issoire la veille de la grève des fonctionnaires ; et vendredi 26 octobre, ils ont refusé de discuter avec l'un des directeurs financiers de Ducellier, convoqué par le préfet de région qui jouait le rôle du « monsieur bons offices ». Et quand l'après-midi, le directeur en question s'apprêtait à repartir à Paris en avion, quelques centaines de militants firent un barrage sur la piste de l'aéroport d'Aulnat, tandis que les CRS aussitôt appelés dégageaient les lieux à coups de matraques et de grenades lacrymogènes.

Mais cela suffira-t-il à entraîner une véritable mobilisation des travailleurs de chez Ducellier ? Pour le moment, ils attendent de savoir comment seront aménagées les conditions financières des licenciements.



Conseil régional. Il reste un petit espoir pour les derniers obstinés : une mutation de dernière minute avant le licenciement dans les usines du groupe Saint-Gobain, qui contrôle cette usine. Une cartepétition, avec 3 000 signatures, a été expédiée à la direction de Saint-Gobain en ce sens, et une étude auprès des pouvoirs publics : préfecture, service des Eaux et Forêts, pour installer une filière-bois, ce qui permettrait d'occuper quelques dizaines de personnes.

A Clermont-Ferrand même, c'est l'imprimerie Mont-Louis qui bat de l'aile : ce fut la plus grosse imprimerie de la région Auvergne, avec plus de 600 salariés. Et une partie du personnel, la plus qualifiée, en général, avait la possibilité d'entrer à l'imprimerie du journal *La Montagne*, toute proche, et qui offre l'avantage de salaires nettement supérieurs.

Aujourd'hui, Mont-Louis n'occupe que 220 personnes. Elle est toujours contrôlée par la SNEP, Société nationale d'entreprise de presse, qui cherche à concentrer ses usines, c'est-à-dire à en fermer le plus possible pour rentabiliser au maximum. En juin dernier, un comité ministériel s'était tenu sous la présidence de

Mauroy pour décider de l'avenir de Mont-Louis.

Il était question de faire appel à des capitaux privés, sinon on allait fermer le secteur imprimerie, car Mont-Louis édite aussi une presse : journaux publicitaires, illustrés, affiches, matériel électoral. Selon les calculs de la CGT, le prix de la relance tourne autour de 40 millions de francs actuels, dont la moitié pourrait être versée par l'Etat. Sinon, c'est la fermeture, avec plus de 200 licenciements. Or les indemnités de chômage et la liquidation des dettes atteindraient les 40 millions nécessaires au maintien ! Depuis 1981, la CGT du Livre fait campagne, pour compenser la baisse d'activité, pour obtenir la création d'un centre graphique en Auvergne, et jusque-là, les pouvoirs publics et les patrons de petites imprimeries ont fait la sourde oreille.

A l'autre extrémité du département du Puy-de-Dôme, à la limite de la Creuse et de la Corrèze, ce sont les Mines de Messeix qui vont, elles aussi, disparaître : la fermeture semble irrémédiable pour fin 1985, alors que plusieurs sursis, dus aux échéances électorales, ont été épuisés.

Depuis 1981, la mine de Messeix est condamnée, et aucune



Sélection cinéma

Films récents

BAARA
de Souleymane Cissé

Un porteur de Bamako au Mali devient ouvrier. La vie quotidienne, la condition de la femme, la répression sont évoquées dans ce film intéressant.

Studio de la Harpe 5° (vo).
Olympic Entrepôt 14° (vo).

GREYSTOKE.
de Hugh Hudson.

Tarzan découvre la jungle... de la bonne société anglaise. Gaumont Les Halles 1° (vo). Gaumont Richelieu 2°. Impérial 2° (vo). Hautefeuille 6° (vo). Publicis Saint-Germain 6° (vo). Gaumont Ambassade 8° (vo). Publicis Elysées 8° (vo). Français 9°. La Bastille 11°. Nation 12°. UGC Gobelins 13°. Mistral 14°. Montparnasse Pathé 14° (vo). Bienvenue 15° (vo). Gaumont Convention 15°. Kinopanorama 15° (vo). Clichy Pathé 18°.

INDIANA JONES.
de Steven Spielberg.

Les aventuriers recherchent une pierre sacrée. Rex 2°. Ciné Beaubourg Les Halles 3° (vo). Quintette 5° (vo). Paramount Odéon 6° (vo). Georges V 8° (vo). Normandie 8° (vo). Paramount Galaxie 13°. Gaumont Sud 14°. Montparnos 14°. Clichy Pathé 18°. Tourelles 20°.

PARIS, TEXAS.
de Wim Wenders.

Un film émouvant qui parle de l'amour, de l'enfance, des êtres perdus et retrouvés... et du rêve américain ! Movies Les Halles 1° (vo). Rex 2°. Ciné Beaubourg Les Halles 3° (vo). Panthéon 5° (vo). Saint-André-des-Arts 6° (vo). UGC Montparnasse 6° (vo). Pagode 7° (vo). Biarritz 8° (vo). Marignan 8° (vo). UGC Boulevard 9°. 14 Juillet 11° (vo). Ecurial 13° (vo). Sept Parnassiens 14° (vo). 14 Juillet 15° (vo). UGC Convention 15°. Images 18°.

LES RIPOUX
de Claude Zidi avec Philippe Noiret et Thierry Lhermitte.

Des flics corrompus à Barbès. Une suite de gags... très documentée. Forum Cinéma Orient Express 1°. Berlitz 2°. Rex 2°. Cluny Ecoles 5°. Danton 6°. UGC Montparnasse 6°. Biarritz 8°. Colisée 8°. UGC Boulevards 9°. Bastille 11°. UGC Gare de Lyon 12°. UGC Gobelins 13°. Mistral 14°. Montparnos 14°. Gaumont Convention 15°. Trois Murat 16°. Clichy Pathé 18°. Gambetta 20°.

AU-DESSOUS DU VOLCAN
de John Huston, d'après le roman de Malcolm Lowry.

La déchéance d'un consul britannique au Mexique miné par l'alcoolisme, le jour de la fête des morts, en 1938.

Forum Orient Express 1° (vo). Hautefeuille 6° (vo). Marignan 8° (vo). Sept Parnassiens 14° (vo).

... et moins récents

LES BLUES BROTHERS.
de John Landis.

Une comédie musicale « blues » avec des poursuites infernales et beaucoup de gags. L'Epée de Bois 5° (vo).

CARMEN.
de Francesco Rosi.

L'opéra de Bizet chanté par Ruggiero Raimondi, Plácido Domingo et Julia Migenes-Johnson dans le rôle de Carmen, joué de façon réaliste dans des décors et des costumes fastueux. Publicis Matignon 8°.

DON GIOVANNI.
de J. Losey.

L'opéra de Mozart avec de grands interprètes. Et aussi un très beau film. Cluny Palace 5° (vo).

L'ETOFFE DES HÉROS.
de Philip Kaufman.

La conquête — américaine — de l'espace. A la gloire de la science... et des USA. Marbeuf 8° (vo).

SPARTACUS.
de Stanley Kubrick

La révolte des esclaves contre Rome. A ne pas manquer quand il passe. Action Rive Gauche 5° (vo).

BIQUEFARRE et FARREBIQUE.

de Georges Rouquier.
Un village de l'Aveyron aujourd'hui et dans les années 1940. Olympic Entrepôt 14°.

RUE CASES-NÈGRES.
de Euzhan Palcy.

La Martinique des années 30 vue par un enfant pauvre de la rue Cases-Nègres. Grand Pavois 15°.

LES SEPT SAMOURAIS.
de Kurosawa.

Des villageois font appel à des samouraïs pour les aider à se défendre contre des bandits. Châtelet Victoria 1° (vo).

TCHAO PANTIN.
de Claude Berri.

Un pompiste veut venger l'assassinat d'un jeune Arabe. Grand Pavois 15°.

LES DAMNÉS.
de Visconti.

Une famille d'industriels allemands pendant la montée du nazisme. Champo 5° (vo).

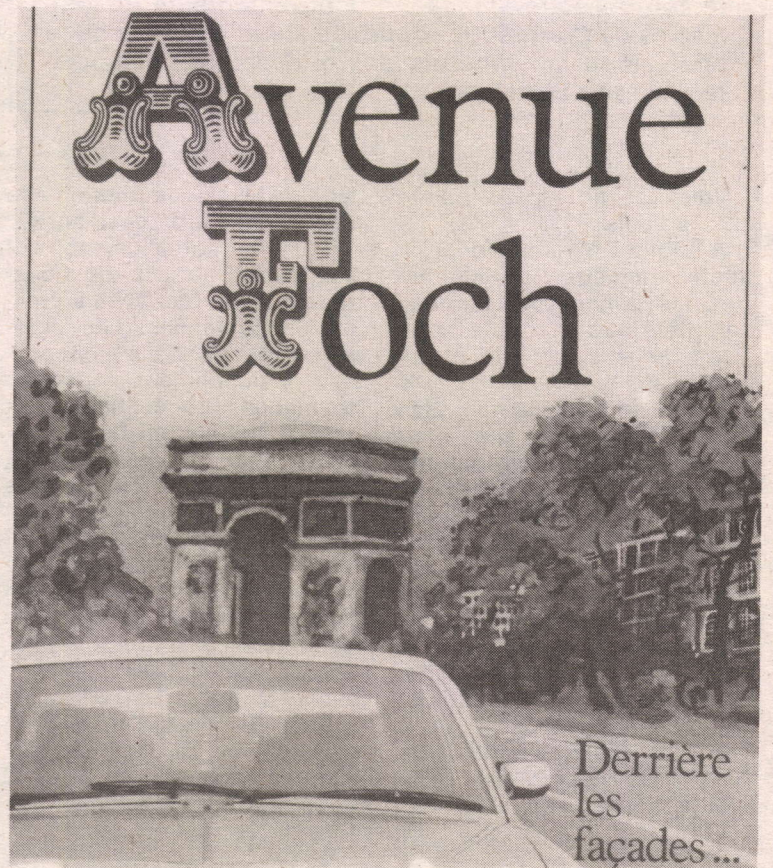
LAWRENCE D'ARABIE.
de David Lean.

L'éveil de la conscience nationale au Moyen-Orient, vu par les Anglais. Ranelagh 16° (vo).

LIVRES

« Avenue Foch »

d'Elisabeth CHAVELET
et Jacques de DANNE



Ce n'est pas avec un esprit contestataire qu'Elisabeth Chavelet et Jacques de Danne, journalistes à *France-Soir*, ont entrepris de faire le portrait de ceux qui logent « Avenue Foch », l'une des plus huppées de Paris (mais il y en a bien d'autres). On sent à les lire qu'après avoir réussi à s'introduire chez les « grandes fortunes », ils s'y laisseraient volontiers ré-inviter. Ils ne s'en cachent pas d'ailleurs. Nous, une seule visite — indirecte, par journalistes interposés — nous suffit amplement pour ne pas nous donner cette envie-là !

Avenue Foch, le mètre carré se vend 20.000 F environ, ce qui met la « petite » suite de 200 mètres carrés à quatre millions de nouveaux francs. Quant aux « modestes » studios de 50 mètres carrés, pour hommes d'affaires de passage, ils se louent 8.000 francs par mois, ce qui fait cher de la garçonnière.

Les auteurs décrivent avec une profusion de détails quelques-uns de ces intérieurs somptueux, aux décorations excentriques, où se trouvent tapis persans, tableaux de maîtres et meubles d'époque. On y reçoit du haut d'escaliers qui singent ceux de Versailles. On s'y dandine parmi des bibelots de grand prix. Côté salles de bains, ce n'est que marbres de Carrare, baignoires-piscines avec vagues, remous artificiels, saunas et cabines de bronzage.

Propriétaires et locataires des lieux, anciens et nouveaux riches, princes arabes ou barons banquiers français, comtesses mondaines ou politiciens à la retraite, vedettes du « show-biz » se reçoivent et s'amusent, paraît-il. Grotesques et minables cependant !

Dégustation de vins fins ici. Là, c'est le député qui s'éclipse en pleine session de l'Assemblée nationale pour aller surveiller l'installation de sa cuisine « à l'ancienne », où il mitonnera des confitures à la grand-papa. Ailleurs, c'est le ministre du Pétrole des Emirats Arabes Unis qui a été surnommé par ses domestiques « le douanier », car les œuvres d'art, rarissimes, qu'il collectionne représentent un tel volume qu'il ne peut plus les débiter et circule parmi ses caisses !

Les auteurs, qui n'ont pas réussi à se faire ouvrir tou-

tes les portes, sont plus prolixes sur les intérieurs des grands couturiers et des affairistes du spectacle que sur les demeures des P-DG et industriels voisins. Les Rothschild, les Empain, les Jean-Marc Verne ou les bourgeois moins connus comme André Bazin (P-DG de Sonolor) ou Jean Leduc (propriétaire des Blanchisserie Ellis, qui finança la campagne de Giscard) sont plus discrets et, eux, ne reçoivent pas n'importe qui. Pas les journalistes, en tout cas, fussent-ils de droite !

Tout ce beau monde se côtoie cependant, s'apprécie, se fréquente, copine, se reçoit à qui mieux mieux lors de dîners somptueux : les Giscard, les Chirac, les Barre et leurs épouses y ont leurs entrées.

La droite voudrait faire croire qu'en France les riches aujourd'hui seraient écrasés d'impôts, que ces

malheureux seraient bientôt ravalés au rang d'économiquement faibles. C'est ce qu'on peut lire dans *Le Figaro*. Ce n'est probablement pas l'intention des journalistes de *France-Soir* de pourfendre leurs collègues, mais ce qu'ils montrent de l'Avenue Foch prouve qu'il y aurait encore pas mal de richesses à imposer, voire à saisir. De quoi en faire vivre, des smicards ! De quoi en donner, du boulot de déménagement aux chiffonniers d'Emmaüs et à leur « abbé Pierre »... C'est là qu'il devrait aller chercher, plutôt que dans les poches des fonctionnaires !

Les riches fauchés ? Menacés ? Allez donc... Avenue Foch !

Nelly MEYER

Avenue Foch d'Elisabeth Chavelet et Jacques de Danne. Ed. Balland. 79 F.

Mots croisés

Solution du n° précédent

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I	C	O	U	L	E	U	V	R	E
II	A	N	N	E	S	E	I	N	
III	P		I	N	T	E	R	I	
IV	T	R	O	T	E	T	R	E	
V	I	O	N		P	S	I	R	
VI	V	I	S	S	E		C	O	R
VII	I	D		E	L	S	A	E	
VIII	T	E	R	N	E		U	N	E
IX	E	S	T		R	I	X	E	S

« LE MUR DE LA PESTE »

d'André BRINK

Au Moyen Age, les gens mouraient de la peste en cinq jours... Peste noire du XIV^{ème} siècle, peste qui a ravagé Marseille et toute une partie de la Provence en 1720, voilà à quoi s'intéresse un petit-bourgeois intellectuel sud-africain, personnage du dernier roman d'André Brink. Il est blanc, exilé en France, définitivement, où il a pris tous les tics de ce milieu.

Trop peu courageux pour combattre l'Apartheid dans son pays, ce qui n'est certes pas simple, il s'est réfugié loin du bruit et de la fureur, en Occident, où il se donne une bonne conscience — ou la moins mauvaise possible — en aidant à l'occasion les militants anti-Apartheid de passage ; en partageant sa vie — ce qui en reste, car il a cinquante ans — avec une jeune Sud-Africaine métisse, Andréa Malgas. Amours anti-Apartheid en quelque sorte, à la place du réel combat !

Trop lâche pour écrire sur le racisme qui gangrène son pays, il se réfugie dans la peste européenne des siècles passés. Trop velléitaire et flem-

mard pour écrire un roman sur la question, le roman qui devrait consacrer sa vie, rêve-t-il, il se contente d'un scénario de film.

Le premier tiers du dernier roman d'André Brink plonge dans ces milieux de la petite bourgeoisie intellectuelle, réfugiée dans le confort matériel et moral : cieux et paysages de Provence, études sur la peste, tellement loin dans l'espace et le temps des crimes racistes du régime sud-africain, tellement loin de ses persécutions contre les Noirs, de leur révolte et de leurs luttes que c'en est suffoquant. Brink sait évoquer ce climat et ce milieu, car il les a connus, il les a vécus, dans les années 1960 où il étudiait en France. Mais il en est sorti aussi, pour retourner dans son pays, pour tenter d'y militer à sa façon, par sa plume, par ses dons littéraires, par ses romans qui sont des pamphlets contre un régime insupportable.

Et ce dernier roman n'est pas une exception. A la suite du personnage principal, Andréa Malgas, on sort vite du cadre étriqué et médiocre de ceux qui se réfugient dans la peste des



siècles passés pour fuir le présent.

Andréa Malgas, d'emblée n'est pas attirante. Elle est même plutôt irritante : elle a échoué en Occident à la suite de son premier amour, un Anglais connu en Afrique du Sud, où les amours mixtes sont interdites. Et puis elle vivote, toujours dans le sillage de son dernier amour, toujours dépendante d'un homme ou d'un autre, préoccupée surtout de l'image de son corps dans un miroir ou de la qualité du vernis de ses ongles.

Et puis les choses changent. L'Afrique du Sud et ses problèmes, ce qu'Andréa y a vécu et

connu avant de la quitter, prend peu à peu son importance, du relief. L'évolution du personnage, encore une fois, se fait au gré d'une nouvelle rencontre et d'un nouvel amour. Mais cette fois, c'est différent. L'homme rencontré est un militant syndicaliste sud-africain noir, militant de la Conscience Noire. L'histoire sentimentale se double de l'histoire d'un engagement politique, dont on sent qu'il survivra à tout. Et Andréa retournera dans son pays, pour participer aux combats qui s'y mènent.

Brink a écrit un roman, évidemment. Et la forme veut que

les problèmes — ceux de l'Afrique du Sud — soient évoqués derrière l'enveloppe des sentiments, des relations individuelles. Mais au fil des pages, l'Afrique du Sud devient de plus en plus présente, l'Afrique du Sud actuelle, celle des déplacements forcés de populations noires vers les bantoustans, celle de la répression policière, mais aussi celle de l'organisation ouvrière dans des syndicats anti-gouvernementaux. Celle de la force de vie et de lutte de la population noire que Brink sent invincible.

Michel VERDIER

Edition du Seuil - 85 F

SELECTION TELE

Samedi 3 Novembre

11 h. 05 A2 Les Carnets de l'Aventure. Les nouveaux coureurs de bois. 4 hommes, 2 attelages et 20 chiens qui traversent le Labrador au Canada.

22 h. 10 TF1 Droit de Réponse : « SOS solidarité ». On va demander à l'abbé Pierre de discourir sur les « nouveaux pauvres ». Ça promet, lui qui la semaine dernière accusait les fonctionnaires d'être des privilégiés !

Dimanche 4 Novembre

20 h. 30 TFI America, America. Un film d'Elia Kazan (1963). A la fin du siècle dernier, un jeune Grec veut émigrer aux Etats-Unis, le pays de ses rêves. A ne pas manquer.

22 h. FR3 Murder. Un film d'Alfred Hitchcock (1930) en version originale sous-titrée. Une actrice assassinée, une autre accusée du meurtre, et un acteur qui mène sa propre enquête...

22 h. 45 A2 Désirs des Arts : Le primitivisme et nous. Pour les amateurs de peinture, une émission sur l'apport des arts primitifs dans l'art du début du siècle (Picasso, Gauguin, Matisse...).

Lundi 5 Novembre

20 h. 30 FR3 Eaux profondes. Un film de Michel Deville (1981) avec Isabelle Huppert et Jean-Louis Trintignant. Un film policier et psychologique, d'après le roman de Patricia Highsmith.



20 h. 35 TFI Cousin, Cousine. Un film de Jean-Charles Tacchella (1975) avec Marie-Christine Barrault et Victor Lanoux. Les histoires d'amour entre un cousin et une cousine... par alliance.

22 h. 20 A2 Amour, rue de Lappe. Un film documentaire de Denis Gheerbrant. Une tranche de vies et une galerie de portraits des habitués des cafés de la rue de Lappe, près de la Bastille à Paris.

Mardi 6 Novembre

20 h. 35 TF1 L'Odyssée de l'Equipe Cousteau : Les dra-

gons des Galapagos. Ce sont ces iguanes marins, véritables fossiles vivants, qui n'existent que dans cet archipel du Pacifique, qui avaient tant intrigué, déjà, Darwin au siècle dernier.

20 h. 35 FR3 Le bossu. Un film de cape et d'épée d'André Hunebelle (1959) avec Jean Marais et Bourvil. « Si tu ne viens pas à Lagardère, Lagardère viendra à toi » !

20 h. 40 A2 Les dossiers de l'Ecran : Les coulisses du pouvoir. Comme introduction au débat, la réalité ne suffisant pas, c'est un film de Pierre Granier-Deferre, La race des seigneurs, qui est présenté (avec Alain Delon).



22 h. 25 TF1 Les hommes du Président. Un film américain

d'Alan Pakula (1976) avec Dustin Hoffman et Robert Redford. Le scandale du Watergate, et ses deux héros de journalistes qui révélèrent tout. Ce film est présenté à l'occasion d'une soirée spéciale « Elections américaines », et on nous promet, dans la nuit... le nom du vainqueur.

Mercredi 7 Novembre

21 h. 25 TF1 La vieille dame du Népal. Le voyage, à dos de poney, d'une lady britannique de 88 ans dans l'Himalaya.

Jeudi 8 Novembre

21 h. 30 TF1 L'Enjeu. Le magazine économique de François de Closets et d'Emmanuel de la Taille ressemble souvent à un journal de défense des idées patronales ou gouvernementales ; mais, parfois, il y a quelques documents.

21 h. 45 A2 Montserrat Caballe. Une heure quarante minutes avec la « soprano du siècle » et quelques-unes de ses interprétations d'opéras. 22 h. 35 FR3 Evariste Galois, révolutionnaire et géomètre. Un documentaire sur la vie courte et tumultueuse (il est

mort en duel à 21 ans) du mathématicien du siècle dernier.

Vendredi 9 Novembre

20 h. 35 FR3 Le cœur et l'enfant. La « médicale » d'Igor Barrère.

21 h. 35 A2 Apostrophes. Rien que des femmes invitées à l'émission littéraire de Bernard Pivot, sur le thème « Femmes libérées ».



21 h. 50 TF1 Voir l'Amérique. Un téléfilm avec François Cluzet et Dominique Mafin. La vie d'un fana des jeux : tiercé, quarté, loto, dés, cartes, PMU, poker, etc., tout y passe.

23 h. A2 Ange. Un film américain d'Ernst Lubitsch (1937) en version originale sous-titrée, avec Marlène Dietrich.

Les gouvernants du fric

La démission du président du Bundestag (la Chambre des députés ouest-allemande), Rainer Barzel, accusé d'avoir touché des pots-de-vin provenant du groupe industriel Flick, n'est ni le premier acte (le ministre libéral Lambsdorff avait démissionné pour les mêmes raisons il y a quelques mois) ni le dernier du scandale politique que connaît actuellement l'Allemagne fédérale. C'est maintenant le chancelier Kohl lui-même qui est sur la sellette.

Non seulement Helmut Kohl figurerait lui aussi sur la liste des bénéficiaires des cadeaux de Flick, mais c'est grâce à ce dernier qu'il occuperait la tête du parti chrétien-démocrate, pour la modique somme de 500 000 deutschemarks, soit près de 1 500 000 francs. En 1973, un certain nombre d'hommes politiques chrétiens-démocrates auraient en effet estimé qu'un homme nouveau était nécessaire à la tête de leur parti, en remplacement de ce même Rainer Barzel (qui vient de démissionner de la présidence du Bundestag). Mais Barzel s'accrochait à son poste... jusqu'à ce que Flick lui propose une petite compensation (500 000 deutschemarks versés en six ans, pour éviter — selon l'expression d'un dirigeant chrétien-démocrate — que Barzel ne devienne « un cas social », le pauvre homme !

Dans cette affaire, les sociaux-démocrates, écartés du gouvernement depuis octobre 1982, sont restés très prudents, et ne réclament nullement la démission de la coalition gouvernementale en place. Car eux-mêmes sont impliqués, et pour l'instant ils se montrent plutôt solidaires de leurs « collègues » chrétiens-démocrates et libéraux.

En effet, si les chrétiens-démocrates (15 millions de marks de pots-de-vin au cours des années 1970) et les libéraux (6,5 millions) ont été les partis de prédilection de Flick, celui-ci ne s'est pas montré sectaire. Les sociaux-démocrates n'ont pas été oubliés pour autant. En effet, quand dans les années 1970 les sociaux-démocrates furent à la barre, Flick se mit à financer une fondation liée à leur parti, et plus discrètement à arrondir les fins de mois du responsable de leur journal.

Ces relations entre Flick et les partis gouvernementaux allemands s'avèrent d'ailleurs fort utiles, par exemple quand il chercha à ce que le fisc passe l'éponge sur les deux milliards de marks que lui avait rapportés la vente d'un gros paquet d'actions de Mercedes, et plus tard sur les bénéfices tirés d'une spéculation sur le dollar, à l'occasion de l'achat d'une entreprise américaine.

Tous ces détails sur les relations entre Flick et le pouvoir ont été publiés par l'hebdomadaire *Der Spiegel* qui, preuves à l'appui, s'est employé à montrer que le gouvernement de Bonn n'est qu'une filiale du groupe Flick.

Bien évidemment, de tels faits scandaliseront bon nombre de braves gens, qui n'imaginaient pas qu'il puisse se passer de telles choses dans le milieu des honorables hommes politiques allemands. Et ceux qui, tels les « Verts » (les écologistes-pacifistes), les dénoncent ont parfaitement raison de le faire. Mais il y a par contre une bonne dose de naïveté chez ces derniers à imaginer que de la dénonciation de ces scandales pourrait sortir un parlementarisme « propre ». Quand par exemple le député « vert » Otto Schily déclare : « Je crois que la démocratie sort renforcée d'avoir pu faire la lumière sur de telles affaires et en débattre en public », il se fait sans doute bien des illusions. Car le fait qu'il existe des liens étroits, et intéressés, entre les milieux gouvernementaux et les milieux d'affaires n'est pas une tare de la démocratie parlementaire bourgeoise, elle en est un trait caractéristique.

Il est bien sûr des cas où cela fait scandale, quand on apprend les noms des hommes politiques qui « touchent » (comme on disait déjà en France au temps du scandale de Panama) en échange de leurs complaisances, et combien. Mais même quand les formes sont mieux préservées, le fond du problème est le même. Et il serait d'ailleurs curieux que parmi les hommes qui ont vocation de défendre une société basée sur le caractère sacré du profit, il n'y en ait pas un certain nombre (et plutôt un nombre certain) pour penser que charité bien ordonnée commence par soi-même.

On peut être surpris du caractère cynique que les choses ont revêtu dans les milieux dirigeants allemands... qui ne bénéficient pas, il est vrai, en matière de parlementarisme, d'une aussi longue et riche tradition que leurs homologues français. Mais de ce côté-ci du Rhin, ce sont plus discrètement les mêmes hommes aussi qui passent des ministères aux conseils d'administration des grandes sociétés, avec d'ailleurs tout ce que peut apporter comme facilités en ce domaine l'existence d'un secteur nationalisé important, servant de trait d'union officiel entre milieu d'affaires et milieu politique.

Car si les gouvernants allemands sont les serveurs de Flick, ceux de tous les pays capitalistes sont les serveurs... et généralement les amoureux du fric.

Jean SANDAY



Kohl - Mitterrand, affaire Flick ou pas (AFP).

Du Flick nazi au Flick démocrate

Par dérision, les députés écologistes de RFA ont proposé de baptiser du nom de Flick une rue de Bonn pour honorer ce magnat de l'industrie et de la finance, généreux bienfaiteur des partis politiques ouest-allemands.

Depuis des années en effet, Friedrich-Karl Flick défraye la chronique pour les pots-de-vin qu'il distribue à tous les partis — écologistes exceptés.

Flick a pu se permettre d'arroser largement. Au total, les 25 millions de marks de pots-de-vin dépensés par Flick ne sont qu'une peccadille par rapport à son patrimoine, estimé entre 4 et 6 milliards de marks. Rien que l'aménagement de sa demeure principale, à Munich, lui a coûté 28 millions de marks (y compris la piscine, l'abri anti-atomique, etc.). Il possède en outre deux résidences secondaires en RFA (dont une de trente pièces), ainsi qu'un château, un pavillon de chasse. A l'étranger, il faut citer un château dans la région parisienne, une villa sur la Côte d'Azur, deux demeures aux USA. Dans sa demeure principale, Flick a choisi du matériel de l'OTAN pour assurer sa sécurité, des caméras mobiles surveillent les mouvements de sa Mercedes 500 blindée. Vingt-quatre hommes dirigés par un « bétret-vert » américain formé au Vietnam doivent le protéger.

Cette immense fortune, qui lui permet d'acheter des châteaux aussi bien que des politiciens ou des partis, Flick l'a amassée dans son empire industriel qui va de la chimie aux aciers spéciaux en passant par les tanks et le papier, ou en tant qu'actionnaire de la Deutsche Bank.

Et le vrai scandale est là. C'est qu'un individu ait pu

accumuler tant de richesses sur le dos de 45 000 travailleurs répartis dans plus de 200 firmes de par le monde. Et cette exploitation n'a pas cessé depuis les années 1930.

Ainsi, en 1931 (c'était encore sous la République de Weimar), Friedrich Flick, le père, possédait la mine de Gelsenkirchen dont la valeur boursière, du fait de la crise économique, avait chuté à 25 millions de marks de l'époque. C'est alors que l'Etat lui racheta ces mines pour la valeur de... 100 millions de marks. Déjà, le chancelier Brüning, son ministre des Finances et son successeur, von Papen, avaient bénéficié des largesses de Flick. Deux ans plus tard, l'arrivée de Hitler au pouvoir donna un coup de pouce au groupe industriel qui développa sous l'autorité de Goering — et avec la garantie de l'Etat — l'entreprise Salzgitte. Suite à l'expropriation de capitalistes juifs de Tchécoslovaquie, les Flick reçurent de l'Etat une entreprise qui disposait d'un tiers des réserves de lignite d'Allemagne.

Flick regroupa ses activités avec Thyssen en un Konzern qui, en 1938, occupait la deuxième place après l'IG Farben. Peu avant la fin de la guerre, Flick possédait le premier empire industriel d'Allemagne. L'hebdomadaire de Goebbels écrivit que « personne n'a mérité davantage le titre de chef de l'industrie d'armement que Friedrich Flick ».

Arrêté par les Américains en 1945, Friedrich Flick fut condamné à sept ans de prison au procès de Nuremberg. Mais le procureur américain déclarait : « Je suis contre continuer ce genre de procès ». L'armée américaine qui, au nom de la lutte contre le nazisme, n'avait

pas hésité à raser des villes entières et leurs populations civiles, n'avait nullement l'intention de s'en prendre aux biens des capitalistes allemands.

Quand Friedrich Flick fut grâcié, en 1950, il retrouva son affaire qui avait continué de prospérer. Son ancien secrétaire particulier et un membre de la direction de son entreprise figuraient parmi les fondateurs du parti chrétien-démocrate. Un banquier, Pferdmenges, ami personnel d'Adenauer, s'était occupé de la gestion du groupe. Quand Adenauer fonda « l'association des citoyens », la présidence en revint au président de l'AEG, et Pferdmenges fut son adjoint. En fait, cette association était une couverture pour le financement des partis chrétien-démocrate et libéral.

Le vieux Flick se donna aussi d'autres collaborateurs et des successeurs.

L'un d'eux, qui avait été son avocat lors des procès de Nuremberg, commença une carrière au Parlement où il fut élu en 1953, puis devint responsable des Finances bavaroises aux côtés de Franz-Joseph Strauss. Un autre collaborateur devint président du patronat. Un troisième, fondé de pouvoir, était également au service du magnat de la presse Springer, et se chargea de financer les hommes politiques.

En bref, le groupe Flick fut bien vite au cœur de la « démocratie » ouest-allemande, comme il avait été dans celui de la dictature nazie.

Qui saura dire, après cela, que la politique américaine de « dénazification » n'a pas été efficace ?

J.S.